

RAPPORT DE GESTION

*AU 30 SEPTEMBRE 2020 ET AU 31 DÉCEMBRE 2019 ET
POUR LES TRIMESTRES ET LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2020 ET 2019*

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction de Brookfield Infrastructure Partners L.P. (notre « société » et, avec sa filiale et ses entités en exploitation, « Brookfield Infrastructure »). Ce rapport de gestion est daté du 10 novembre 2020 et il a été approuvé par le conseil d'administration du commandité de notre société aux fins de publication à cette même date. Le conseil d'administration s'acquitte de ses responsabilités quant à l'examen du présent document principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit, qui se compose exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit examine le présent document et l'approuve avant sa publication en vertu de l'autorité que lui confère le conseil d'administration. Les termes « Brookfield Infrastructure », « nous » et « notre » désignent Brookfield Infrastructure Partners L.P. ainsi que les filiales directes et indirectes et les entités en exploitation de notre société en tant que groupe. Ce rapport de gestion devrait être lu parallèlement aux plus récents états financiers annuels et intermédiaires publiés de Brookfield Infrastructure Partners L.P. Des renseignements supplémentaires, y compris le formulaire 20-F de Brookfield Infrastructure, sont disponibles sur le site Web de la société à l'adresse www.bip.brookfield.com, sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur le site Web d'EDGAR à l'adresse www.sec.gov/edgar.shtml.

Aperçu des activités

Brookfield Infrastructure détient et exploite des actifs de grande qualité et de longue durée qui produisent des flux de trésorerie stables, nécessitent des investissements de maintien relativement minimes et, en raison des barrières à l'entrée et d'autres caractéristiques, dont la valeur a tendance à s'accroître au fil du temps. Nos activités actuelles se composent d'activités liées aux services publics, au transport, à l'énergie et aux infrastructures de données en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Asie-Pacifique et en Europe. Nous avons pour mission de détenir et d'exploiter un portefeuille diversifié à l'échelle mondiale d'actifs d'infrastructures de grande qualité qui généreront à long terme des distributions durables et croissantes pour nos porteurs de parts. Pour réaliser cet objectif, nous chercherons à tirer parti de nos plateformes opérationnelles afin d'acquérir des actifs d'infrastructures et de les gérer activement pour générer une valeur supplémentaire à la suite de notre investissement initial. Une partie intégrante de notre stratégie consiste à participer avec des investisseurs institutionnels aux sociétés dont Brookfield Asset Management Inc. (conjointement avec ses entités liées autres que nous, « Brookfield ») est le promoteur qui visent des acquisitions correspondant à notre profil. Nous mettrons l'accent sur les sociétés sur lesquelles Brookfield exerce une influence ou un contrôle suffisants pour mettre en place une démarche axée sur les activités.

Cibles de rendement et mesures clés

À long terme, nous visons à obtenir un rendement global de 12 % à 15 % par année sur les actifs d'infrastructures que nous détenons. Nous avons l'intention de générer ce rendement au moyen des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation ainsi que de la croissance provenant des placements liés à l'amélioration et à l'élargissement de nos actifs, de même que par l'intermédiaire d'acquisitions. Nous établissons principalement nos distributions à nos porteurs de parts en fonction d'une analyse de notre performance opérationnelle. Les flux de trésorerie liés aux opérations servent à évaluer notre performance opérationnelle, et leur montant par part peut servir comme indicateur de la croissance future des distributions à long terme. De plus, nos mesures de la performance suivent l'évolution des principaux inducteurs de valeur de chacun de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Politique de distribution

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de la société est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société se situe entre 60 % et 70 % des flux de trésorerie liés aux opérations. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés qui servira à financer une partie ou la totalité de nos investissements de croissance financés à l'interne. Compte tenu des perspectives actuelles pour nos activités, le conseil d'administration de notre commandité a approuvé une hausse de 7 % de notre distribution annuelle pour 2020 pour la porter à 2,15 \$ par part, ou 0,5375 \$ par part par trimestre, à compter de la distribution devant être payée en mars 2020. Le 31 mars 2020, notre société a achevé la constitution auparavant annoncée de Brookfield Infrastructure Corporation (« BIPC ») avec une distribution spéciale (la « distribution spéciale ») d'actions à droit de vote subalterne échangeables de catégorie A de BIPC (les « actions échangeables », les « actions » ou les « actions de catégorie A de BIPC »). Chaque porteur de parts inscrit en date du 20 mars 2020 a alors reçu une action pour chaque tranche de neuf parts détenue. En raison de la distribution spéciale, la distribution trimestrielle par part régulière de notre société a été abaissée afin de faire en sorte que la distribution totale reçue par un porteur de parts et d'actions demeure environ la même que si la distribution spéciale n'avait jamais eu lieu. Ainsi, afin de refléter la distribution spéciale, la distribution annuelle pour 2020 a été ajustée, s'établissant maintenant à 1,94 \$ par part, ou 0,4850 \$ par part sur une base trimestrielle. Les dividendes sur les actions de catégorie A de BIPC devraient être déclarés et versés au même moment et selon le même montant par action que ceux liés aux distributions sur chaque part. L'augmentation de la distribution par part par rapport à 2019 reflète l'apport prévu de nos projets d'investissement récemment mis en service et le rendement en trésorerie attendu des acquisitions réalisées au cours du dernier exercice. Depuis la constitution de BIPC, nous avons augmenté notre distribution trimestrielle, la faisant passer de 0,16 \$ par part à 0,4850 \$ par part (0,5375 \$ par part avant l'ajustement pour tenir compte de l'incidence de la distribution spéciale), soit un taux de croissance annuel composé de 10 %. Compte tenu de l'augmentation par part et par action que nous prévoyons enregistrer dans nos activités, nous visons une croissance de la distribution annuelle de 5 % à 9 %.

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés en conformité avec la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et à l'aide des méthodes comptables adoptées par Brookfield Infrastructure pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2019 et pour l'exercice clos à cette date. Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Brookfield Infrastructure et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle. Brookfield Infrastructure comptabilise les placements sur lesquels elle exerce une influence notable, mais non un contrôle, selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres de capitaux propres de notre société comprennent les parts détenues par les porteurs de parts publiques et les parts de société en commandite rachetables (les « parts de société en commandite rachetables ») détenues par Brookfield. Nos parts et les parts de société en commandite rachetables présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de société en commandite rachetables accordent à Brookfield le droit de demander le rachat de ses parts moyennant une contrepartie en trésorerie. Si Brookfield exerçait ce droit, notre société pourrait, à sa discrétion, satisfaire la demande de rachat au moyen de nos parts, à raison de une pour une, plutôt que d'une contrepartie en trésorerie. Par conséquent, à titre de porteur de parts de société en commandite rachetables, Brookfield a droit au bénéfice et aux distributions par part équivalant à la participation par part de notre société. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention ci-dessus, nous présentons les parts de société en commandite rachetables en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Les titres de capitaux propres de notre société comprennent les parts détenues par les porteurs de parts publiques et les porteurs d'actions de catégorie A de BIPC. Nos parts et les actions de catégorie A de BIPC présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les actions de catégorie A de BIPC accordent aux porteurs le droit de demander le rachat de ses actions moyennant une contrepartie en trésorerie. Si les porteurs d'actions de catégorie A de BIPC exerçaient ce droit, notre société pourrait, à sa discrétion, satisfaire la demande de rachat au moyen de nos parts, à raison de une pour une, plutôt que d'une contrepartie en trésorerie. Par conséquent, les porteurs d'actions de catégorie A de BIPC ont droit au bénéfice et aux distributions par action équivalant à la participation par part de notre société. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention ci-dessus, nous présentons les actions de catégorie A en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Lorsque nous analysons les résultats de nos secteurs opérationnels, nous présentons la quote-part des résultats revenant à Brookfield Infrastructure des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur de chacun de ces secteurs opérationnels sur la performance globale de notre société. Par conséquent, l'information sectorielle au titre des produits, des coûts affectés aux produits, des autres produits, des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt différé, des ajustements de la juste valeur et des autres éléments diffère des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'elle 1) comprend la quote-part de Brookfield Infrastructure du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) exclut la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par Brookfield Infrastructure répartie entre chacun des éléments susmentionnés. Toutefois, le résultat net pour chaque secteur est conforme aux résultats présentés selon les normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société conformément aux normes IFRS.

Le dollar américain est notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle. Nous n'avons apporté aucun changement de méthode comptable ayant eu une incidence significative sur la comparabilité des résultats d'un exercice à l'autre depuis l'adoption des normes IFRS.

NOS ACTIVITÉS

Nous détenons un portefeuille d'actifs d'infrastructures dans divers secteurs et diverses zones géographiques. Nous générons des flux de trésorerie stables, environ 95 % de notre BAIIA ajusté provenant des produits tirés des activités réglementées ou contractuelles. Afin d'aider nos porteurs de parts et nos porteurs de parts privilégiées à évaluer notre performance et notre valeur, nous regroupons nos activités en secteurs opérationnels en fonction des similitudes de leurs facteurs économiques sous-jacents.

Nos secteurs opérationnels sont les suivants :

Secteur opérationnel	Type d'actif	Emplacement principal
Services publics		
<i>Activités réglementées ou contractuelles qui permettent d'obtenir un rendement sur leur base tarifaire</i>	• Transport réglementé • Distribution réglementée • Terminal réglementé	• Amérique du Nord et Amérique du Sud • Europe et Amérique du Sud • Asie-Pacifique
Transport		
<i>Procure des services de transport de fret, de marchandises et de passagers</i>	• Chemins de fer • Routes à péage • Ports	• Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique • Asie-Pacifique et Amérique du Sud • Europe, Amérique du Nord et Asie-Pacifique
Énergie		
<i>Systèmes qui procurent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage d'énergie</i>	• Secteur médian du gaz naturel • Énergie décentralisée	• Amérique du Nord et Asie-Pacifique • Amérique du Nord
Infrastructures de données		
<i>Procure des services et des infrastructures essentiels à des sociétés de communications à l'échelle mondiale</i>	• Transmission et distribution de données • Stockage de données	• Europe et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique

Bien que l'incertitude continue de peser sur l'économie mondiale, nos perspectives pour le reste de 2020 et pour le début de 2021 sont positives. Comme nous l'avons constaté cette année, notre entreprise dispose de mécanismes de protection considérables en cas d'éventuelle baisse pour surmonter les ralentissements. Il est important de noter, cependant, que nous sommes également dans une bonne position pour profiter d'un important potentiel de croissance dans l'avenir.

En ce qui concerne les vents contraires que nous avons rencontrés jusqu'à présent en 2020, nous prévoyons qu'ils commenceront à se dissiper au cours de la nouvelle année. À mesure que l'économie se redressera, nous prévoyons que les flux de trésorerie des entreprises qui ont été temporairement touchées par des fermetures devraient renouer avec les tendances habituelles – une dynamique que nous commençons déjà à observer. En outre, un redressement du real brésilien devrait se traduire par une amélioration de nos résultats, étant donné qu'il est actuellement évalué à un faible niveau, selon une perspective mondiale. Finalement, maintenant qu'est officiellement conclue notre transaction liée aux tours de télécommunications en Inde, nous bénéficierons d'un apport pour une année complète de la part de cette entreprise.

EXAMEN DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Sous cette rubrique, nous examinons notre performance et notre situation financière consolidées au 30 septembre 2020 et au 31 décembre 2019 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2020 et 2019. D'autres détails sur les facteurs clés de nos activités et de notre situation financière sont présentés à la rubrique « Information sectorielle » du présent rapport de gestion.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Sommaire des états du résultat net				
Produits	2 209 \$	1 664 \$	6 351 \$	4 942 \$
Coûts d'exploitation directs	(1 185)	(850)	(3 487)	(2 488)
Frais généraux et administratifs	(86)	(75)	(219)	(200)
Dotation aux amortissements	(411)	(317)	(1 186)	(932)
Charges d'intérêts	(278)	(229)	(807)	(682)
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	17	36	76	88
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	(66)	70	57	104
Autres produits (charges)	16	(36)	(218)	(14)
Charge d'impôt	(68)	(58)	(237)	(194)
Bénéfice net	148	205	330	624
Bénéfice net attribuable à notre société ¹	5	82	63	210
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite	(0,12) \$	0,06 \$	(0,22) \$	0,13 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – actions de catégorie A de BIPC, au commandité et aux commanditaires.

Trimestres clos les 30 septembre 2020 et 2019

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 148 M\$, dont une tranche de 5 M\$ est attribuable à notre société, comparativement à un bénéfice net de 205 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 82 M\$ est attribuable à notre société. Compte tenu de l'ajustement lié à l'incidence de la dépréciation du real brésilien, les résultats sous-jacents de nos quatre secteurs opérationnels surpassent ceux de l'exercice précédent, ce qui reflète la croissance interne et l'apport des acquisitions récemment menées à terme. Ces facteurs positifs ont été plus que contrebalancés par les ajustements de la juste valeur liés à notre programme de couverture d'entreprise, qui ont donné lieu à une réduction de 60 M\$ du bénéfice net au cours du trimestre, comparativement à des profits d'environ 60 M\$ pour la période correspondante de 2019.

Les produits se sont chiffrés à 2 209 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, ce qui représente une hausse de 545 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits du secteur du transport se sont accrus de 493 M\$, en raison principalement de l'apport de notre entreprise de chemins de fer en Amérique du Nord récemment acquise. Notre secteur de l'énergie a fourni un apport additionnel aux produits de 117 M\$ en raison principalement de la croissance interne au sein de notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Amérique du Nord et de l'acquisition des actifs assujettis à la réglementation fédérale de notre entreprise du secteur médian dans l'Ouest canadien. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la cession de notre entreprise d'énergie de quartier en Australie en novembre 2019. Les produits de notre secteur des infrastructures de données ont augmenté de 54 M\$ en raison de l'apport des récentes acquisitions, dont notre entreprise de tours de télécommunications au Royaume-Uni en décembre dernier et une entreprise de tours de télécommunications en Inde en août 2020. Les produits de notre secteur des services publics ont diminué de 22 M\$, la croissance interne ayant été plus que contrebalancée par la cession de notre entreprise de distribution réglementée en Colombie en janvier 2020. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par l'incidence du change, qui a réduit de 97 M\$ nos produits libellés en dollars américains, la plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités s'étant dépréciées comparativement au dollar américain par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 1 185 M\$, en hausse de 335 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2019. Les résultats de la période considérée tiennent compte de coûts additionnels de 352 M\$ découlant des acquisitions récemment menées à terme et de coûts de 54 M\$ découlant des initiatives de croissance interne. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la cession de notre entreprise de distribution réglementée en Colombie et de notre entreprise d'énergie de quartier en Australie, ce qui a réduit les coûts directs de 46 M\$, et par l'incidence du change, ce qui a réduit les coûts de 25 M\$.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 86 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, en hausse de 11 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2019. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché de notre société majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable à une augmentation du cours de nos parts et aux emprunts additionnels contractés pour financer nos récentes initiatives de croissance.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 411 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, soit une hausse de 94 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par les charges additionnelles de 107 M\$ liées aux acquisitions récemment menées à terme. Ces charges additionnelles ont été partiellement contrebalancées par la cession de notre entreprise de distribution réglementée en Colombie et de notre entreprise d'énergie de quartier en Australie, ainsi que par l'incidence du change, facteurs qui ont réduit de 13 M\$ notre dotation en dollars américains.

Les charges d'intérêts pour le trimestre clos le 30 septembre 2020 se sont chiffrées à 278 M\$, ce qui représente une hausse de 49 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019. Les charges d'intérêts ont augmenté de 64 M\$ en raison des emprunts additionnels au niveau de l'actif liés aux acquisitions conclues récemment, contrebalancés en partie par l'incidence du change.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société s'est élevée à 17 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, soit une baisse de 19 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019. Notre quote-part du bénéfice des entreprises en exploitation comptabilisées au titre des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a diminué par rapport à l'exercice précédent en raison principalement de l'incidence du change.

Les pertes liées à la valeur de marché relativement aux éléments de couverture se sont élevées à 66 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, comparativement à des profits de 70 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période précédente, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture des flux de trésorerie futurs au niveau de la société. La perte pour la période considérée tient à l'appréciation du dollar canadien, du dollar australien, de l'euro, de la livre sterling et du peso chilien par rapport au dollar américain.

Les autres produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2020 se sont chiffrés à 16 M\$, contre une perte de 36 M\$ pour la période correspondante de 2019. Les éléments inclus dans les résultats du trimestre considéré comprennent les profits comptabilisés à la vente de notre entreprise de transport en Amérique du Nord, l'appréciation des immeubles de placement de nos activités portuaires au Royaume-Uni et le bénéfice lié à notre portefeuille d'actifs financiers. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par une charge de désactualisation liée à la contrepartie différée au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil et les coûts de transaction liés à l'acquisition de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde.

La charge d'impôt s'est établie à 68 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, comparativement à 58 M\$ pour la période correspondante de 2019. L'impôt sur le résultat a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de la croissance interne et d'un impôt supplémentaire lié aux placements réalisés au cours des 12 derniers mois, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence du change.

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2020 et 2019

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 330 M\$, dont une tranche de 63 M\$ est attribuable à notre société, comparativement à un bénéfice net de 624 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 210 M\$ est attribuable à notre société. Le bénéfice net de la période a profité de la croissance interne de la plupart de nos divisions opérationnelles et des apports des nouveaux placements réalisés au cours de la dernière année. Ces augmentations ont été contrebalancées par une charge d'impôt non récurrente découlant d'une hausse du taux d'imposition au Royaume-Uni et par l'incidence du change, étant donné que la plupart des monnaies étrangères dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont dépréciées par rapport au dollar américain au cours de la période.

Les produits se sont chiffrés à 6 351 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, ce qui représente une hausse de 1 409 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019. Les produits de notre secteur du transport se sont accrus de 1 365 M\$ en raison principalement de l'apport initial de notre entreprise de chemins de fer en Amérique du Nord. Notre secteur de l'énergie a fourni des produits additionnels de 354 M\$ en raison principalement de la croissance interne et de l'apport des acquisitions en Inde et au Canada, facteurs contrebalancés en partie par la perte de produits découlant de la vente de notre entreprise d'énergie de quartier en Australie en novembre 2019. Les produits de notre secteur des infrastructures de données ont augmenté de 72 M\$ en raison de l'apport initial d'une entreprise de tours de télécommunications au Royaume-Uni qui a été acquise en décembre 2019. Les produits de notre secteur des services publics ont diminué de 15 M\$, la croissance interne procurée par l'indexation en fonction de l'inflation et par les ajouts à notre base tarifaire ayant été plus que contrebalancée par la vente de notre entreprise de distribution réglementée en Colombie. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par l'incidence du change, qui a réduit de 367 M\$ nos produits libellés en dollars américains, la plupart des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités s'étant dépréciées comparativement au dollar américain par rapport à l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 3 487 M\$, en hausse de 999 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2019. Les résultats de la période considérée tiennent compte de coûts additionnels de 1 102 M\$ découlant de nos acquisitions récemment menées à terme et de coûts de 159 M\$ découlant des initiatives de croissance interne. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par les ventes de notre entreprise de distribution réglementée en Colombie et de notre entreprise d'énergie de quartier en Australie ainsi que par l'incidence du change, qui, combinées, ont réduit de 262 M\$ les charges d'exploitation.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 219 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, en hausse de 19 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché de notre société majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison d'une augmentation du cours de nos parts, d'une augmentation du nombre de nos parts après notre émission de titres de capitaux propres en juillet 2019 et des emprunts additionnels servant à financer les récentes initiatives de croissance.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 1 186 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, soit une hausse de 254 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par les charges additionnelles liées aux acquisitions récemment menées à terme, contrebalancées en partie par l'incidence des récentes cessions et du change.

Les charges d'intérêts pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020 se sont chiffrées à 807 M\$, ce qui représente une hausse de 125 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019. Les charges d'intérêts ont augmenté de 186 M\$ en raison des emprunts additionnels liés aux acquisitions conclues récemment, contrebalancés en partie par l'incidence de la diminution des charges d'intérêts de plusieurs entités en exploitation en raison des activités de refinancement continues et par l'incidence du change.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société s'est élevée à 76 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, soit une baisse de 12 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019. Notre quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a profité de la croissance interne, principalement au sein de notre entreprise d'infrastructures de télécommunications en Europe et de notre entreprise liée au gaz naturel en Amérique du Nord, ainsi que de profits liés à la valeur de marché relativement à notre programme de couverture d'entreprise. Ces augmentations ont été plus que contrebalancées par l'incidence du change, ainsi que par la baisse des volumes de certaines de nos activités liées aux routes à péage en raison des fermetures imposées par les gouvernements locaux, à l'égard de laquelle nous nous attendons à être dédommagés aux termes des cadres réglementaires, soit par la hausse des tarifs ou par le prolongement des accords de concession.

Les profits liés à la valeur de marché relativement aux éléments de couverture se sont élevés à 57 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, comparativement à des profits de 104 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019. Ces résultats se composent principalement, tant pour la période considérée que pour la période précédente, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture des flux de trésorerie futurs au niveau de la société. Le profit pour la période considérée tient à la dépréciation du dollar canadien, de la livre sterling, du peso colombien, du peso chilien et du sol péruvien par rapport au dollar américain.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, les autres charges se sont chiffrées à 218 M\$, contre des charges de 14 M\$ pour la période correspondante de 2019. Les résultats de la période considérée tiennent compte d'un paiement compensatoire lié au refinancement de notre entreprise de ports au Royaume-Uni, des coûts de restructuration et de transaction liés aux entreprises récemment acquises, de la charge de désactualisation liée à la contrepartie différée au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil et du reclassement des fluctuations du change antérieures liées à la vente de notre entreprise de distribution réglementée en Colombie.

La charge d'impôt s'est établie à 237 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, comparativement à 194 M\$ pour la période correspondante de 2019. La variation tient à un impôt supplémentaire de 39 M\$ lié aux placements réalisés au cours des 12 derniers mois, à une hausse du taux d'imposition au Royaume-Uni, ce qui a donné lieu à des charges additionnelles de 31 M\$ au cours de l'exercice considéré, et à l'incidence des initiatives de croissance interne. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence du change et par les cessions conclues au cours de l'exercice.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

Sommaire des mesures clés des états de la situation financière

	Au 30 septembre 2020	Au 31 décembre 2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 012 \$	827 \$
Immobilisations corporelles	27 999	23 013
Immobilisations incorporelles	13 084	14 386
Total de l'actif	58 140	56 308
Emprunts généraux	2 882	2 475
Emprunts sans recours	20 604	18 544
Total du passif	37 498	34 131
Capital des commanditaires	3 695	5 048
Capital du commandité	17	24
Participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	1 466	2 039
Participation ne donnant pas le contrôle – actions de catégorie A de Brookfield Infrastructure Corporation	556	—
Participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP	10	18
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	13 768	14 113
Porteurs de parts privilégiées	1 130	935

Au 30 septembre 2020, le total de l'actif s'établissait à 58,1 G\$, contre 56,3 G\$ au 31 décembre 2019. L'acquisition d'une entreprise de tours de télécommunications en Inde et d'une installation d'exportation de LGN aux États-Unis, les placements dans des actifs de longue durée et les fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché des actifs financiers ont donné lieu à une augmentation des actifs consolidés de 8,2 G\$. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par les cessions réalisées en 2020, par l'incidence du change et par la dotation aux amortissements, facteurs qui ont donné lieu à une réduction du total de l'actif de 2,4 G\$, de 2,8 G\$ et de 1,2 G\$, respectivement.

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré une pandémie liée à la COVID-19. Jusqu'à présent, les marchés des devises et des marchandises ont été très volatils. De plus, la conduite des affaires a fait l'objet de restrictions dans de nombreux pays et la circulation mondiale des personnes et de certains biens a été restreinte. Notre société a évalué l'incidence du contexte économique sur nos évaluations d'actifs, dont nos immobilisations corporelles et incorporelles et nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises. En effectuant ces évaluations, nous avons supposé que la réduction prononcée des activités économiques, par suite des règles de distanciation sociale imposées par les gouvernements du monde entier, ne se poursuivra pas de manière significative à long terme. Jusqu'à maintenant, nos activités sont demeurées résilientes face aux perturbations économiques mondiales, qui n'ont eu qu'une légère incidence sur les résultats à court terme. Le total de nos actifs comprend surtout des immobilisations corporelles et incorporelles dispersées sur le plan géographique, diversifiées sur le plan des secteurs opérationnels et largement soutenues par des tarifs réglementés ou des flux de trésorerie issus d'activités hautement contractuelles. Selon l'évaluation de notre société, nos actifs n'avaient subi aucune perte de valeur au 30 septembre 2020.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, les immobilisations corporelles ont augmenté, passant de 23,0 G\$ à 28,0 G\$, car les entrées de 6,1 G\$ ont été partiellement contrebalancées par la dotation à l'amortissement de 0,8 G\$ et par l'incidence du change de 0,3 G\$. Les immobilisations incorporelles ont diminué, passant de 14,4 G\$ à 13,1 G\$, car les entrées de 0,5 G\$ ont été contrebalancées par la dotation à l'amortissement de 0,3 G\$ et par l'incidence du change de 1,5 G\$.

Notre méthode comptable consiste à comptabiliser les immobilisations corporelles à la juste valeur et les immobilisations incorporelles au coût amorti. Notre date de réévaluation la plus récente à l'égard de l'évaluation des immobilisations corporelles et des tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill a été le 31 décembre 2019. Une incertitude importante demeure en ce qui a trait à la propagation de la COVID-19 dans l'avenir. Par conséquent, nous continuons de réévaluer les données d'entrée et les hypothèses clés utilisées dans le cadre de notre réévaluation et d'évaluer s'il existe des indicateurs de dépréciation de nos immobilisations incorporelles et du goodwill. Nous avons tenu compte des éléments suivants dans le cadre de l'évaluation des actifs à long terme, y compris ceux qui sont détenus par l'intermédiaire de participations dans des entreprises associées et des coentreprises :

- Dans nos secteurs des services publics, de l'énergie et des infrastructures de données, nos immobilisations corporelles et incorporelles s'appuient sur les flux de trésorerie stables provenant des activités contractuelles ou réglementées. À ce jour, nos produits tirés des activités réglementées n'ont pratiquement pas été touchés étant donné que nous obtenons un rendement fixe sur une base tarifaire en échange de l'accès à nos infrastructures essentielles que nous donnons à nos clients. En outre, les flux de trésorerie contractuels dans ces secteurs ont été marqués par la résilience dans le contexte économique actuel, puisqu'ils sont généralement obtenus aux termes de contrats d'achat ferme qui nous protègent des risques liés aux volumes et aux prix.
- Nos entreprises de transport ont été plus touchées par les mesures d'isolement imposées par les gouvernements locaux. Ces interruptions varient d'une région à l'autre pour ce qui est de leur durée et de leur étendue, mais elles n'ont eu une incidence sur la circulation des gens et sur les échanges commerciaux que pour une partie relativement limitée de nos entreprises. Les circonstances continuent d'évoluer, mais nous ne croyons pas que le ralentissement de l'activité économique persistera à long terme. Les volumes ferroviaires sont demeurés résilients jusqu'à maintenant : aucune incidence n'a été observée sur nos entreprises en Australie et au Brésil, et seulement de légères diminutions par rapport au plan ont été observées au sein de nos entreprises en Amérique du Nord. Nos entreprises de routes à péage ont enregistré une diminution des volumes. Toutefois, nous avons lancé un processus visant à déterminer si nous serons dédommagés en vertu des cadres réglementaires respectifs, que ce soit par l'entremise d'une hausse des tarifs ou par le prolongement de nos accords de concession, et nous croyons que la valeur de ces actifs n'a pas changé selon une perspective à long terme. Les volumes au sein des terminaux à conteneurs de nos entreprises de ports ont été résilients malgré les perturbations du commerce mondial et sont presque entièrement revenus aux niveaux enregistrés à l'exercice précédent. La valeur à long terme de ces actifs n'a pas changé de manière importante depuis notre dernière évaluation.

Les emprunts généraux ont augmenté de 0,4 G\$ depuis le 31 décembre 2019. L'augmentation tient à l'émission de billets à moyen terme de 400 M\$ CA en avril 2020 et de billets à moyen terme de 500 M\$ CA en septembre 2020. Ces émissions ont été partiellement contrebalancées par le remboursement de prélèvements sur notre facilité de crédit et par l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les emprunts sans recours ont augmenté de 2,1 G\$ depuis le 31 décembre 2019. L'augmentation tient aux emprunts nets de 2,7 G\$ visant à financer les initiatives de croissance, y compris notre récente acquisition d'une entreprise de tours de télécommunications en Inde. Ces emprunts ont été partiellement contrebalancés par une baisse de la dette libellée en devises, la plupart des monnaies dans lesquelles sont libellés les emprunts sans recours s'étant dépréciées par rapport au dollar américain au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2020.

Les capitaux propres de la société ont diminué de 1,4 G\$ depuis le 31 décembre 2019. La diminution est attribuable au change, étant donné que la plupart des monnaies étrangères dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont dépréciées par rapport au dollar américain, ainsi qu'aux distributions versées à nos porteurs de parts. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par le bénéfice généré au cours de la période et par un profit d'environ 140 M\$ à la cession partielle de notre entreprise de routes à péage au Chili comptabilisé directement en capitaux propres.

Conversion des devises

En raison de la nature de nos activités à l'échelle mondiale, les fluctuations des monnaies étrangères pourraient avoir une incidence sur les résultats financiers de la période considérée. Le tableau suivant illustre les taux de change les plus importants qui ont une incidence sur nos activités.

	Taux à la fin de la période			Taux moyen					
				Pour les trimestres clos les 30 septembre			Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	Au 30 septembre 2020	Au 31 décembre 2019	Variation	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Dollar australien	0,7162	0,7018	2 %	0,7152	0,6854	4 %	0,6773	0,6992	(3) %
Real brésilien	0,1773	0,2481	(29) %	0,1860	0,2520	(26) %	0,1969	0,2572	(23) %
Livre sterling	1,2920	1,3255	(3) %	1,2919	1,2325	5 %	1,2712	1,2730	— %
Dollar canadien	0,7508	0,7699	(2) %	0,7507	0,7574	(1) %	0,7393	0,7524	(2) %
Roupie indienne	0,0136	0,0140	(3) %	0,0134	0,0142	(6) %	0,0135	0,0143	(6) %

Au 30 septembre 2020, nos capitaux propres de la société consolidés, qui se chiffraient à 20,6 G\$, étaient investis dans les monnaies suivantes : dollar américain – 25 %; dollar canadien – 20 %; roupie indienne – 18 %; real brésilien – 11 %; livre sterling – 10 %; dollar australien – 7 %; autres monnaies – 9 %. En raison de notre programme de couverture de change, 50 % des capitaux propres de la société sont effectivement libellés en dollars américains. Les taux de change par rapport au dollar américain étaient moins élevés au 30 septembre 2020 qu'au 31 décembre 2019 pour la plupart de nos placements importants en monnaies autres que le dollar américain, ce qui a réduit les valeurs comptables des actifs et des passifs de nos activités dans ces régions.

Le tableau suivant présente la répartition de l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres de la société en fonction des monnaies autres que le dollar américain les plus importantes.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Dollar australien	55 \$	(68) \$	(39) \$	(75) \$
Real brésilien	(105)	(405)	(1 335)	(351)
Livre sterling	137	(57)	(85)	(65)
Dollar canadien	64	(32)	(65)	105
Roupie indienne	85	(38)	(7)	(29)
Autres	24	(132)	71	(84)
	260	(732)	(1 460)	(499)
Couvertures de change ²	(70)	94	136	(24)
	190 \$	(638) \$	(1 324) \$	(523) \$
Attribuable aux éléments suivants :				
Porteurs de parts	65 \$	(308) \$	(718) \$	(329) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	125	(330)	(606)	(194)
	190 \$	(638) \$	(1 324) \$	(523) \$

1. Exclut l'incidence du reclassement des profits et des pertes de change de la période précédente.

2. Inclut les couvertures d'investissement net et de flux de trésorerie au titre des devises des filiales et des entreprises associées, et exclut les couvertures de flux de trésorerie au titre des taux d'intérêt.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres de la société, y compris ceux attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, a représenté une augmentation de 0,2 G\$ et une diminution de 1,3 G\$, respectivement.

Nous avons recours à des contrats financiers et à des instruments d'emprunt libellés en monnaies locales pour couvrir l'exposition à la plupart des devises. Nous bénéficions d'une couverture considérable à l'égard des monnaies australienne, canadienne et européenne, ainsi que d'une couverture partielle à l'égard de la livre sterling. Par conséquent, l'incidence défavorable des fluctuations des devises a été partiellement contrebalancée par les profits comptabilisés sur nos couvertures de change. Nous avons également conclu des contrats de couverture en vue d'atténuer l'exposition au risque de change à l'égard des monnaies néo-zélandaise, chilienne et péruvienne.

Les taux de change moyens ont une incidence sur les équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net liés aux activités autres que celles aux États-Unis, sur une base comparable. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020, plusieurs des monnaies étrangères dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont appréciées par rapport au dollar américain. Cependant, les taux de change moyens pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020 ont été moins favorables par rapport à l'exercice précédent, ce qui a réduit l'équivalent en dollars américains des produits et du bénéfice net gagnés dans ces monnaies.

Sommaire des résultats trimestriels

Les résultats trimestriels pour les huit plus récents trimestres se présentent comme suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART

Trimestres clos	2020			2019				2018
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	2 209 \$	1 946 \$	2 196 \$	1 655 \$	1 664 \$	1 685 \$	1 593 \$	1 428 \$
Coûts d'exploitation directs	(1 185)	(1 063)	(1 239)	(907)	(850)	(840)	(798)	(729)
Bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	17	11	48	136	36	34	18	23
Charges								
Intérêts	(278)	(247)	(282)	(222)	(229)	(241)	(212)	(176)
Frais généraux et administratifs	(86)	(72)	(61)	(79)	(75)	(64)	(61)	(54)
Éléments d'évaluation								
Variations de la juste valeur et autres	(50)	(103)	(8)	(191)	34	64	(8)	(45)
Amortissements	(411)	(375)	(400)	(282)	(317)	(323)	(292)	(232)
Charge d'impôt	(68)	(63)	(106)	(84)	(58)	(61)	(75)	(42)
Bénéfice net	148	34	148	26	205	254	165	173
Bénéfice net attribuable à d'autres entités	143	101	96	39	176	212	171	147
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux commanditaires	5	(67)	52	(13)	29	42	(6)	26
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite	(0,12) \$	(0,25) \$	0,13 \$	(0,06) \$	0,06 \$	0,11 \$	(0,05) \$	0,05 \$

La croissance interne, qui comprend l'indexation en fonction de l'inflation, la croissance des volumes liée au PIB et le réinvestissement de capital sont toujours des facteurs clés pour nos résultats. En outre, les résultats ont profité de l'apport des nouveaux placements au cours des huit derniers trimestres. En supposant un taux de change constant, ces éléments se sont soldés par des augmentations de nos produits, de nos coûts d'exploitation directs, de nos charges d'intérêts et de notre dotation aux amortissements. En plus des éléments susmentionnés, le bénéfice net est également touché par les ajustements de la juste valeur, par les fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché des dérivés et par les autres produits et charges. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020, notre société a comptabilisé des pertes liées à la valeur de marché de nos dérivés de change en raison de l'appréciation des monnaies étrangères à l'égard desquelles nous avons établi des couvertures.

Malgré le contexte économique difficile, nos activités ont enregistré des résultats financiers conformes aux attentes grâce à la diversification marquée sur les plans sectoriel et géographique, à la propriété d'actifs essentiels et de longue durée, aux importantes barrières à l'entrée des secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités et aux flux de trésorerie qui sont générés en vertu de cadres contractuels ou réglementés à long terme. Soutenus également par notre approche axée sur des principes en ce qui a trait à la sélection des contreparties et à la structure du capital, nous générons des flux de trésorerie stables et prévisibles.

PRINCIPAUX POSTES DES ÉTATS DU RÉSULTAT NET ET DES ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour mesurer la performance, nous nous concentrons sur le bénéfice net, une mesure conforme aux normes IFRS, ainsi que sur certaines mesures non conformes aux normes IFRS, y compris, mais sans s'y limiter, les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations, diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Nous définissons le BAIIA ajusté comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Nous définissons le bénéfice ajusté comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements découlant de la réévaluation des immobilisations corporelles et l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Tout comme le bénéfice net et d'autres mesures conformes aux normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi sont des mesures clés de notre performance financière que nous utilisons pour évaluer les résultats et la performance de nos activités sur une base sectorielle. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont également une mesure de la performance opérationnelle et ils représentent la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice durable. Le bénéfice ajusté est une mesure de la performance opérationnelle utilisée pour évaluer la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance financière sous-jacente de notre société. Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé.

Puisque ces mesures ne sont pas calculées conformément aux normes IFRS et qu'elles n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS, il est peu probable que les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs, et ils constituent des outils d'analyse qui comportent des limites. Plus particulièrement, notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par l'Association des biens immobiliers du Canada (la « REALpac ») et la National Association of Real Estate Investment Trusts, Inc. (la « NAREIT »), entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Pour plus de détails concernant notre utilisation des flux de trésorerie liés aux opérations, des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, du BAIIA ajusté, du bénéfice ajusté et du capital investi, ainsi que pour un rapprochement avec les mesures conformes aux normes IFRS les plus comparables à ces mesures, consulter la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART Mesures clés	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net attribuable à la société ¹	5 \$	82 \$	63 \$	210 \$
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ²	(0,12)	0,06	(0,22)	0,13
Flux de trésorerie liés aux opérations ³	365	338	1 056	1 026
Flux de trésorerie liés aux opérations par part ⁴	0,79	0,73	2,27	2,29
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ⁵	285	261	851	822
Rendement du capital investi ⁶	11 %	11 %	11 %	12 %
BAIIA ajusté ⁷	485	463	1 430	1 407
Bénéfice ajusté ⁸	144	126	414	435
Bénéfice ajusté par part ⁴	0,31	0,27	0,89	0,97
Distributions par part	0,485	0,452	1,455	1,356
Ratio de distribution des flux de trésorerie liés aux opérations ⁹	78 %	78 %	80 %	74 %

1. Le bénéfice net attribuable à la société comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – actions de catégorie A de BIPC, au commandité et aux commanditaires.
2. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, était de 295,3 millions et de 294,5 millions pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement (2019 – 290,9 millions et 282,9 millions). (La perte nette) le bénéfice net par part de société en commandite a été ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif de la distribution spéciale.
3. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations.
4. Le nombre moyen de parts en circulation, ajusté pour tenir compte de la distribution spéciale de BIPC comme si elle avait été effectuée avant les périodes présentées, était de 464,9 millions et de 464,9 millions pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement (2019 – 460,7 millions et 448,9 millions), ce qui comprend les parts de société en commandite, les parts de société en commandite rachetables, les parts d'Exchange LP, les actions de catégorie A de BIPC et les parts de commandité. Le nombre moyen de parts en circulation, compte non tenu de l'incidence de la distribution spéciale, pour le trimestre et la période de neuf mois, était de 418,5 millions et de 418,4 millions, respectivement (2019 – 414,6 millions et 404,0 millions).
5. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations diminués des investissements de maintien. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.
6. Nous définissons le rendement du capital investi comme les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, après un ajustement pour tenir compte d'une tranche estimative du bénéfice qui représente un rendement du capital sur les entreprises qui reposent sur des concessions, divisés par le capital investi. L'estimation du rendement du capital pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 se chiffre à 30 M\$ et à 91 M\$, respectivement (2019 – 28 M\$ et 81 M\$). Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des capitaux propres de la société et du capital investi.
7. Nous définissons le BAIIA ajusté comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
8. Nous définissons le bénéfice ajusté comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements découlant de la réévaluation des immobilisations corporelles et l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice ajusté.
9. Le ratio de distribution est défini comme les distributions versées (y compris les distributions incitatives et les distributions sur parts privilégiées), divisées par les flux de trésorerie liés aux opérations.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, les flux de trésorerie liés aux opérations ont totalisé 365 M\$ (0,79 \$ par part), comparativement à des flux de trésorerie liés aux opérations de 338 M\$ (0,73 \$ par part, après ajustement pour compte du fractionnement de parts) pour le trimestre correspondant de 2019. Les résultats pour le trimestre reflètent la forte croissance interne de nos secteurs des services publics, de l'énergie et des infrastructures de données. Cette croissance tient à l'indexation en fonction de l'inflation et à la mise en service de nouveaux projets d'investissement d'environ 650 M\$ au cours des 12 derniers mois. L'augmentation de 8 % des flux de trésorerie liés aux opérations reflète également l'apport initial des nouveaux investissements. Comme ce fut le cas au trimestre précédent, la dépréciation du real brésilien a eu l'incidence la plus marquée sur les résultats et a réduit de 30 M\$ les flux de trésorerie liés aux opérations.

Les tableaux qui suivent présentent certains postes des états du résultat net et des états de la situation financière par secteur opérationnel, sur une base proportionnelle.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
États du résultat net	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net (perte nette) par secteur				
Services publics	71 \$	85 \$	183 \$	269 \$
Transport	44	16	21	39
Énergie	13	18	52	59
Infrastructures de données	1	—	(7)	(9)
Siège social	(124)	(37)	(186)	(148)
Bénéfice net	5 \$	82 \$	63 \$	210 \$
BAIIA ajusté par secteur				
Services publics	185 \$	190 \$	552 \$	561 \$
Transport	171	174	482	547
Énergie	150	128	441	378
Infrastructures de données	65	46	174	121
Siège social	(86)	(75)	(219)	(200)
BAIIA ajusté	485 \$	463 \$	1 430 \$	1 407 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur				
Services publics	139 \$	145 \$	415 \$	425 \$
Transport	135	128	363	402
Énergie	115	100	336	303
Infrastructures de données	50	36	135	94
Siège social	(74)	(71)	(193)	(198)
Flux de trésorerie liés aux opérations	365 \$	338 \$	1 056 \$	1 026 \$
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS				
États de la situation financière	Au 30 septembre 2020		Au 31 décembre 2019	
Total de l'actif par secteur				
Services publics	5 330 \$		5 825 \$	
Transport	7 650		6 916	
Énergie	5 559		5 589	
Infrastructures de données	3 141		2 204	
Siège social	(1 959)		(1 284)	
Total de l'actif	19 721 \$		19 250 \$	
Dette nette par secteur				
Services publics	3 528 \$		3 647 \$	
Transport	4 072		2 925	
Énergie	2 606		2 461	
Infrastructures de données	1 309		886	
Siège social	2 462		2 202	
Dette nette	13 977 \$		12 121 \$	
Capitaux propres de la société par secteur				
Services publics	1 802 \$		2 178 \$	
Transport	3 578		3 991	
Énergie	2 953		3 128	
Infrastructures de données	1 832		1 318	
Siège social	(4 421)		(3 486)	
Capitaux propres de la société	5 744 \$		7 129 \$	

INFORMATION SECTORIELLE

Sous cette rubrique, nous examinons les résultats de nos principaux secteurs opérationnels, soit les services publics, le transport, l'énergie et les infrastructures de données. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte les participations de Brookfield Infrastructure dans des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, sur lesquelles notre société exerce un contrôle, une influence notable ou un contrôle conjoint. Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur » du présent rapport de gestion pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société conformément aux normes IFRS.

Événements récents

La reprise en cours de l'activité économique a contribué à ce que les résultats en monnaie locale soient largement conformes au plan dans l'ensemble de notre portefeuille. Les débits de circulation de nos entreprises de routes à péage se sont sensiblement redressés par rapport au trimestre précédent et, au Brésil, pays qui représente une part importante de notre portefeuille, ces entreprises ont maintenant retrouvé les niveaux d'activité observés avant les fermetures. De même, les nouvelles activités de raccordement de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni ont représenté en moyenne près de 90 % du plan au cours du trimestre.

Nous restons concentrés sur l'exécution de notre stratégie d'attribution du capital alors que le rythme des nouvelles activités d'investissement continue à s'accélérer. Nous avons affecté environ 1,0 G\$ au cours du trimestre à deux investissements prometteurs qui mettent en évidence certaines tendances clés de notre approche actuelle en matière d'investissement, notamment la réalisation de transactions de grande envergure dans le secteur hautement capitalistique des infrastructures de données et la mise à profit de la dislocation des marchés financiers pour acquérir des actifs contractuels de haute qualité. Le contexte actuel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt est également favorable à nos initiatives de réinvestissement du capital, qui constitueront une source de financement significative pour soutenir notre croissance.

En août, nous avons achevé l'acquisition d'un portefeuille de tours de télécommunications en Inde auprès de Reliance Jio. Ce portefeuille se compose d'environ 135 000 sites nouvellement construits et d'environ 40 000 tours qui seront construites à court terme. Reliance Jio est le locataire prédominant en vertu d'une convention-cadre de services sur 30 ans, qui prévoit un profil de flux de trésorerie contractuels offrant une protection solide en cas d'éventuelles baisses.

En septembre, nous avons acquis une participation dans Cheniere Energy Partners L.P., qui possède Sabine Pass Liquefaction, LLC, une installation d'exportation de LGN de premier ordre dont 85 % des produits sont générés dans le cadre de contrats à long terme avec des contreparties réparties dans le monde et hautement solvables. L'installation récemment construite dispose d'une grande capacité d'expansion pour répondre à la demande croissante de LGN américains à bas prix qui découle de l'intensification des efforts mondiaux de décarbonisation.



Services publics

Notre secteur des services publics est composé d'entreprises qui nous permettent d'obtenir un rendement réglementé. Elles comprennent des entreprises de transport réglementé (gaz naturel et électricité) et de distribution réglementée (raccordements à l'électricité et au gaz naturel) et un terminal réglementé. Ces entreprises enregistrent des rendements au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, selon une base tarifaire, ou des produits des activités ordinaires conformément à des accords de concession à long terme, à des contrats bilatéraux privés approuvés ou ratifiés par l'organisme de réglementation ou à des cadres de contrôle des prix. Notre base tarifaire augmente selon le capital investi pour moderniser et développer nos réseaux. Selon le territoire, notre base tarifaire peut également augmenter avec l'inflation et les investissements de maintien ou encore diminuer avec la dépréciation réglementaire. Le rendement obtenu est généralement déterminé par un organisme de réglementation pour des périodes de temps prescrites. Par la suite, il peut être assujéti à des révisions d'usage sur la base de critères établis. Notre portefeuille diversifié d'actifs nous permet d'atténuer l'exposition aux risques liés à chacun de ces régimes de réglementation. En outre, compte tenu des structures des franchises et des économies d'échelle qui s'appliquent à nos entreprises, nous bénéficions souvent d'avantages concurrentiels importants lorsque vient le temps de soumissionner sur des projets qui élargiraient notre base tarifaire et nous permettraient de gagner des produits des activités ordinaires additionnels. En conséquence, nous nous attendons à ce que ce secteur génère des produits et des marges stables au fil du temps qui devraient augmenter avec l'investissement de capitaux supplémentaires et l'inflation. La presque totalité du BAIIA ajusté de notre secteur des services publics provient de produits tirés des activités réglementées ou contractuelles.

Pour notre secteur des services publics, les objectifs consistent à investir des capitaux afin d'élargir notre base tarifaire, de même qu'à offrir un service sûr, fiable et économiquement satisfaisant à nos clients. Si nous atteignons ces objectifs, nous serons en mesure d'obtenir un rendement approprié de la base tarifaire. Notre performance peut se mesurer par la croissance de notre base tarifaire, par le rendement de notre base tarifaire, de même que par la croissance de nos flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

Notre secteur des services publics se compose des éléments suivants :

Transport réglementé

- Environ 2 700 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.
- Environ 5 300 kilomètres de lignes de transport au Brésil, dont 2 000 kilomètres sont en service.

Distribution réglementée

- Environ 6,7 millions de raccordements, principalement d'électricité et de gaz naturel, et environ 1,5 million de compteurs intelligents installés.

Terminal réglementé

- Terminal établi en Australie qui constitue un élément essentiel de la chaîne d'approvisionnement mondiale en production d'acier.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur des services publics.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Base tarifaire	4 697 \$	4 542 \$	4 697 \$	4 542 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	139	145	415	425
Investissements de maintien	(2)	(4)	(11)	(12)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	137 \$	141 \$	404 \$	413 \$
Rendement de la base tarifaire ^{2, 3}	12 %	12 %	12 %	12 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

2. Le rendement de la base tarifaire correspond au BAIIA ajusté divisé par la base tarifaire moyenne pondérée dans le temps.

3. Le rendement de la base tarifaire exclut l'incidence des produits liés aux raccordements dans notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, d'une composante remboursement de capital liée au bénéfice généré par notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, et du change.

Notre société enregistre des rendements au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, selon une base tarifaire. Notre base tarifaire reflète le montant actuel, qu'il soit défini par l'organisme de réglementation ou présumé selon nos flux de trésorerie contractuels, sur lequel nous gagnons notre rendement. Notre base tarifaire augmente en fonction du capital que nous investissons pour étendre nos réseaux et est indexée en fonction de l'inflation locale. Le rendement que nous gagnons est habituellement déterminé par un organisme de réglementation pour une période prescrite, ou calculé en fonction des flux de trésorerie liés aux contrats que nous avons conclus. Nous sommes d'avis que la base tarifaire est utile puisqu'elle permet aux investisseurs de mieux comprendre le rendement sans effet de levier que nos actifs peuvent actuellement générer et puisqu'elle améliore la comparabilité avec d'autres placements liés aux services publics en permettant d'évaluer plus justement la performance opérationnelle de nos entreprises grâce à l'élimination de l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, notre secteur des services publics a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 139 M\$, comparativement à 145 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont tiré parti de l'indexation en fonction de l'inflation et des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire au cours des 12 derniers mois, ainsi que de l'apport d'une entreprise de transport réglementé en Amérique du Nord acquise en octobre 2019. Ces facteurs positifs ont été plus que contrebalancés par un retard dans la comptabilisation des produits tirés des raccordements de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni, par la perte de bénéfice liée à deux ventes d'actifs, ainsi que par l'incidence de la dépréciation du real brésilien, ce qui a réduit de 14 M\$ les résultats libellés en dollars américains.

Le tableau suivant présente notre quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations des entreprises de ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Transport réglementé	69 \$	75 \$	218 \$	228 \$	52 \$	58 \$	164 \$	175 \$
Distribution réglementée	87	87	247	249	68	69	194	196
Terminal réglementé	29	28	87	84	19	18	57	54
Total	185 \$	190 \$	552 \$	561 \$	139 \$	145 \$	415 \$	425 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos activités liées au transport réglementé se sont chiffrés à 69 M\$ et à 52 M\$, respectivement, contre 75 M\$ et 58 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont tiré parti de l'indexation en fonction de l'inflation et de l'apport d'une entreprise de transport de gaz naturel réglementé en Amérique du Nord acquise en octobre 2019. Ces facteurs positifs ont été contrebalancés par la perte de bénéfice liée à la vente de notre entreprise de transport en Amérique du Nord ainsi que par l'incidence de la dépréciation du real brésilien.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos activités liées à la distribution réglementée se sont chiffrés respectivement à 87 M\$ et à 68 M\$, contre 87 M\$ et 69 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont tiré parti de l'indexation en fonction de l'inflation et des projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire au cours des 12 derniers mois. Ces facteurs positifs ont été contrebalancés par la diminution des activités de raccordement de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et par la perte de bénéfice liée à la vente de notre entreprise de distribution d'électricité en Colombie.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos activités liées au terminal réglementé se sont chiffrés respectivement à 29 M\$ et à 19 M\$, contre 28 M\$ et 18 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont bénéficié de l'indexation en fonction de l'inflation.

Le tableau qui suit présente l'évolution de notre quote-part de la base tarifaire.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019
Base tarifaire au début de la période	4 602 \$	5 116 \$	4 511 \$
Acquisitions	—	—	266
Incidence des ventes d'actifs	(80)	(162)	—
Dépenses d'investissement liées aux projets mis en service	97	206	302
Indexation en fonction de l'inflation et autre	13	45	187
Amortissement réglementaire	(10)	(32)	(86)
Écart de change et autres	75	(476)	(64)
Base tarifaire à la fin de la période	4 697 \$	4 697 \$	5 116 \$

Au 30 septembre 2020, notre base tarifaire se chiffrait à 4,7 G\$. La base tarifaire a diminué depuis la fin de l'exercice, puisque l'incidence des nouveaux raccordements au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et de l'indexation en fonction de l'inflation au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil a été plus que contrebalancée par l'incidence du change et des ventes d'actifs.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019
Carnet d'investissements au début de la période	580 \$	718 \$	815 \$
Incidence des ventes d'actifs	(14)	(19)	—
Nouveaux mandats de projets d'investissement	26	183	432
Moins : dépenses d'investissement	(119)	(317)	(416)
Écart de change et autres	35	(57)	(113)
Carnet d'investissements à la fin de la période	508	508	718
Travaux de construction en cours	348	348	316
Total des projets d'investissement devant être mis en service	856 \$	856 \$	1 034 \$

Le carnet d'investissements a trait à des projets qui ont été obtenus ou déposés auprès d'organismes de réglementation et qui devraient être mis en service et pris en compte dans la base tarifaire au cours des trois prochaines années. Au 30 septembre 2020, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 856 M\$, contre 1,0 G\$ au 31 décembre 2019. Le total des projets d'investissement devant être mis en service a diminué, les nouveaux mandats de raccordement obtenus au cours de la période et l'incidence du change ayant été plus que contrebalancés par les projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire. Notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et notre entreprise de transport d'électricité au Brésil ont fourni l'apport le plus important au total de nos projets d'investissement devant être mis en service pris en compte dans la base tarifaire, apport qui comprenait des projets totalisant environ 580 M\$ et 215 M\$, respectivement.



Transport

Notre secteur du transport est composé de réseaux d'accès libres qui offrent des services de transport, de stockage et de manutention du fret, de marchandises et de passagers pour lesquels nous touchons une redevance d'accès ou sommes rémunérés pour services rendus. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises qui pourraient être assujetties à des plafonds tarifaires ou à d'autres réglementations relatives aux tarifs qui visent le maintien de la concurrence, comme nos entreprises de chemins de fer et nos entreprises de routes à péage, ainsi que d'entreprises non réglementées, comme nos ports. Les entreprises de transport sont, en règle générale, confrontées à d'importantes barrières à l'entrée et, dans plusieurs cas, ne disposent que d'un nombre restreint de substituts sur le marché local. Bien que ces entreprises affichent une sensibilité au prix du marché et au volume supérieure à celle de notre secteur des services publics, les produits sont généralement stables et, dans plusieurs cas, reposent sur des contrats ou des relations avec les clients. La diversification au sein de notre secteur du transport atténue l'impact des fluctuations de la demande d'un secteur d'activité, d'une marchandise ou d'un client en particulier. Environ 85 % du BAIIA ajusté de notre secteur du transport provient de produits tirés des contrats ou d'activités réglementées et environ 35 % des produits ne présentent pas de risque lié aux volumes. Toutefois, comme il est décrit ailleurs dans le présent rapport, plusieurs entreprises n'ont toujours pas entièrement retrouvé les niveaux d'activité observés avant l'arrivée de la COVID-19 et les niveaux de circulation des gens se rendant au travail dépendent encore du nombre d'employés qui continuent de travailler à domicile. Il se pourrait que le rétablissement complet de l'économie ne se réalise pas avant la fin de l'année ou même avant le début de 2021.

Pour notre secteur du transport, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits et par notre marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur du transport se compose des éléments suivants :

Chemins de fer

- 116 lignes de chemin de fer de marchandises d'intérêt local représentant plus de 22 000 kilomètres de voies ferrées en Amérique du Nord et en Europe.
- Seul fournisseur de réseau de chemins de fer dans la moitié sud de l'Australie-Occidentale, avec environ 5 500 kilomètres de voies ferrées, et exploitant d'environ 4 800 kilomètres de voies ferrées au Brésil.

Routes à péage

- Environ 4 000 kilomètres d'autoroutes au Brésil, au Chili, au Pérou et en Inde.

Ports

- 13 terminaux en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Australie et une facilité d'exportation de LGN aux États-Unis.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur du transport.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Investissements de croissance	27 \$	33 \$	78 \$	127 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	54 %	56 %	52 %	51 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ²	135	128	363	402
Investissements de maintien	(30)	(35)	(93)	(116)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	105 \$	93 \$	270 \$	286 \$

1. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
2. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, notre secteur du transport a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 135 M\$, comparativement à 128 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats ont été favorisés par l'augmentation des volumes transportés au moyen de nos réseaux de chemins de fer en Australie et au Brésil, par un règlement d'arbitrage favorable à l'égard de notre entreprise de ports au Royaume-Uni et par l'apport de notre entreprise de chemins de fer en Amérique du Nord acquise en décembre 2019. Ces facteurs positifs ont été partiellement contrebalancés par l'interruption de l'activité économique, qui a entraîné une diminution des débits de circulation de nos entreprises de routes à péage, la perte de bénéfice liée à la vente partielle de notre entreprise de routes à péage au Chili et la dépréciation du real brésilien, ce qui a entraîné une réduction de 16 M\$ des résultats.

Le tableau suivant présente la quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Chemins de fer	85 \$	67 \$	245 \$	211 \$	71 \$	51 \$	196 \$	161 \$
Routes à péage	52	82	159	236	34	58	104	168
Ports	34	25	78	100	30	19	63	73
Total	171 \$	174 \$	482 \$	547 \$	135 \$	128 \$	363 \$	402 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, nos activités liées aux chemins de fer ont généré un BAIIA ajusté de 85 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 71 M\$, comparativement à 67 M\$ et à 51 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations tient à l'augmentation des volumes transportés grâce à nos réseaux ferroviaires au Brésil et en Australie, combinée à l'apport de notre entreprise de chemins de fer en Amérique du Nord acquise en décembre 2019. Ces facteurs positifs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence d'une dépréciation du real brésilien.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, nos routes à péage ont généré un BAIIA ajusté de 52 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 34 M\$, comparativement à 82 M\$ et à 58 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations est attribuable à la vente partielle de notre entreprise de routes à péage au Chili, à la restitution prévue d'une concession étatique au sein de notre entreprise de routes à péage au Brésil, aux restrictions gouvernementales relatives aux débits de circulation, ainsi qu'à l'incidence de la dépréciation du real brésilien.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, nos activités portuaires ont généré un BAIIA ajusté de 34 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 30 M\$, comparativement à 25 M\$ et à 19 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont profité de la vigueur des volumes d'expédition de notre entreprise de ports en Amérique du Nord et d'une décision d'arbitrage favorable à l'égard d'un de nos importants locataires au Royaume-Uni, laquelle a permis de presque quadrupler les loyers annuels.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019
Carnet d'investissements au début de la période	298 \$	357 \$	500 \$
Incidence des acquisitions	61	67	—
Nouveaux mandats de projets d'investissement	30	70	77
Moins : dépenses d'investissement	(27)	(78)	(162)
Écart de change et autres	—	(54)	(58)
Carnet d'investissements à la fin de la période	362	362	357
Travaux de construction en cours	294	294	184
Total des projets d'investissement devant être mis en service	656 \$	656 \$	541 \$

Les projets d'investissement devant être mis en service ont trait entre autres à l'amélioration et à l'expansion de nos réseaux ferroviaires, à l'augmentation et à l'élargissement des voies sur certaines routes pour répondre à la hausse des débits de circulation ainsi qu'au creusage de mouillages plus profonds et à l'amélioration et à la modernisation des infrastructures existantes dans nos ports. Au 30 septembre 2020, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 656 M\$, contre 541 M\$ au 31 décembre 2019. Le carnet d'investissements a augmenté par rapport à la fin de l'exercice, puisque les nouveaux mandats de projets d'investissement et l'incidence des acquisitions ont été partiellement contrebalancés par les projets d'investissement mis en service et par l'incidence du change. Nos entreprises de routes à péage en Amérique du Sud et nos entreprises de ports ont fourni l'apport le plus important aux projets d'investissement devant être mis en service au cours des deux à trois prochains exercices, avec des investissements respectifs d'environ 415 M\$ et 225 M\$.



Énergie

Notre secteur de l'énergie est composé de systèmes qui fournissent des services du secteur médian du gaz naturel (transport, collecte et traitement) et des services de stockage de gaz naturel, ainsi que des services liés à l'énergie décentralisée. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises assujetties à une réglementation, comme notre entreprise de conduites de transport de gaz naturel dont les services sont assujettis à des plafonds tarifaires, de même que d'entreprises essentiellement non réglementées, comme notre entreprise d'énergie de quartier. Les entreprises du secteur de l'énergie doivent généralement surmonter d'importantes barrières à l'entrée du fait des coûts fixes élevés, des économies d'échelle ou des positions uniques occupées dans leurs marchés locaux. Notre secteur de l'énergie devrait tirer profit de la hausse prévue de la demande pour de l'énergie. Bien que ces entreprises soient plus sensibles aux prix du marché et au volume que notre secteur des services publics, leurs produits font généralement l'objet d'engagements contractuels assortis de durées variables et sont relativement stables.

Pour notre secteur de l'énergie, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à satisfaire leurs besoins de croissance en augmentant l'utilisation de nos actifs et en développant notre capacité par une utilisation efficace des capitaux. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits, par notre marge du BAIIA ajusté ainsi que par la croissance de nos flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

Notre secteur de l'énergie se compose des éléments suivants :

Secteur médian du gaz naturel

- Environ 16 500 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel aux États-Unis et en Inde.
- Stockage de gaz naturel d'environ 600 milliards de pieds cubes (« Gpi³ ») aux États-Unis et au Canada.
- 19 usines de traitement de gaz naturel ayant une capacité brute totale de traitement d'environ 3,3 Gpi³ par jour et environ 3 550 kilomètres de pipelines collecteurs de gaz au Canada.

Énergie décentralisée

- Services de chauffage et de refroidissement offerts aux clients à partir de systèmes centralisés comprenant des usines de chauffage pouvant livrer 3 290 000 livres par heure de vapeur, des systèmes centralisés de distribution de gaz et de cogénération pour le chauffage, le refroidissement et l'énergie ainsi qu'une capacité de refroidissement contractuelle de 320 000 tonnes.
- Infrastructures en matière d'énergie résidentielle, dont la location de chauffe-eau et de systèmes de chauffage, ventilation et climatisation (« CVC »), de même que d'autres services résidentiels essentiels à environ 1,6 million de clients par année au Canada et aux États-Unis, et environ 300 000 services de compteurs divisionnaires sous contrat au Canada.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur de l'énergie.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Investissements de croissance	56 \$	55 \$	185 \$	138 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	54 %	49 %	54 %	50 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ²	115	100	336	303
Investissements de maintien	(42)	(34)	(82)	(68)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	73 \$	66 \$	254 \$	235 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
2. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, notre secteur de l'énergie a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 115 M\$, comparativement à 100 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des nouveaux contrats de location à long terme conclus par notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Amérique du Nord, de l'augmentation des écarts liés à nos activités de stockage de gaz et de l'apport de l'acquisition de la portion assujettie à la réglementation fédérale de notre entreprise du secteur médian dans l'Ouest canadien. Ces facteurs positifs ont été partiellement contrebalancés par la perte de bénéfice découlant de la vente de notre entreprise d'énergie de quartier en Australie conclue en novembre dernier.

Le tableau suivant présente la quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Secteur médian du gaz naturel	103 \$	83 \$	318 \$	261 \$	76 \$	61 \$	233 \$	204 \$
Énergie décentralisée	47	45	123	117	39	39	103	99
Total	150 \$	128 \$	441 \$	378 \$	115 \$	100 \$	336 \$	303 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, nos activités du secteur médian du gaz naturel ont généré un BAIIA ajusté de 103 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 76 M\$, comparativement à 83 M\$ et à 61 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté en raison du bénéfice additionnel lié à l'acquisition de la portion assujettie à la réglementation fédérale de notre entreprise du secteur médian dans l'Ouest canadien et de l'augmentation des écarts liés à nos activités de stockage.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, nos activités liées à l'énergie décentralisée ont généré un BAIIA ajusté de 47 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 39 M\$, des résultats stables par rapport à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont profité de l'incidence de nouveaux contrats de location à long terme conclus au sein de notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Amérique du Nord, facteur contrebalancé par la perte de bénéfice découlant de la vente de notre entreprise d'énergie de quartier en Australie.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019
Carnet d'investissements au début de la période	249 \$	317 \$	290 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	28	108	232
Moins : dépenses d'investissement	(56)	(185)	(187)
Écart de change et autres	(5)	(24)	(18)
Carnet d'investissements à la fin de la période	216	216	317
Travaux de construction en cours	177	177	132
Total des projets d'investissement devant être mis en service	393 \$	393 \$	449 \$

Au 30 septembre 2020, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 393 M\$, contre 449 M\$ au 31 décembre 2019. Le carnet d'investissements a diminué par rapport à la fin de l'exercice, puisque les nouveaux mandats de projets d'investissement ont été plus que contrebalancés par les projets d'investissement mis en service au cours de la période. Le total des projets d'investissement devant être mis en service comprend un investissement d'environ 175 M\$ dans nos activités du secteur médian du gaz naturel et un investissement d'approximativement 215 M\$ dans nos activités liées à l'énergie décentralisée.



Infrastructures de données

Notre secteur d'infrastructures de données se compose d'infrastructures essentielles au service de clients dans les secteurs des télécommunications, de la fibre optique et du stockage de données. Nos activités liées à la transmission et à la distribution de données fournissent des infrastructures et des services essentiels aux secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications, tandis que nos activités liées au stockage de données fournissent des services et des infrastructures aux clients commerciaux. Ces services ainsi que l'accès à des infrastructures font l'objet de contrats à moyen ou à long terme (d'une durée pouvant aller jusqu'à 20 ans tant pour nos entreprises de transmission et de distribution de données que pour nos activités liées aux centres de données) assortis d'un mécanisme de rajustement en fonction de l'inflation, ce qui donne lieu à des produits et à des flux de trésorerie récurrents et prévisibles.

Notre clientèle des services de transmission et de distribution de données se compose d'importantes sociétés de télécommunications de premier plan en France et au Royaume-Uni, ainsi que des clients de détail et des entreprises en Nouvelle-Zélande. En ce qui concerne nos activités de stockage de données, notre clientèle comprend plus de 1 000 clients en colocation situés principalement aux États-Unis et provenant d'une diversité de secteurs, ainsi que des clients mondiaux à grande échelle en Asie-Pacifique et en Amérique du Sud.

Nos objectifs en ce qui concerne le secteur des infrastructures de données consistent à investir du capital afin d'améliorer et d'élargir nos gammes de services tout en fournissant un accès sécuritaire, fiable et sécurisé à nos immeubles. Si nous réussissons à atteindre ces objectifs, nous croyons que nous pourrions nous attirer de nouveaux clients et maintenir un faible roulement parmi nos clients existants. Le rendement de nos activités liées à la transmission et à la distribution de données et de nos activités liées aux centres de données peut être évalué par la croissance des produits et les améliorations de la marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur des infrastructures de données se compose des éléments suivants :

Transmission et distribution de données

- Environ 7 000 tours à fonctions multiples et sites actifs installés sur des toits en France.
- 10 000 kilomètres de réseau d'interconnexion à fibres optiques situé en France et au Brésil.
- Environ 1 600 stations cellulaires et plus de 10 000 kilomètres de câble à fibre optique en Nouvelle-Zélande.
- Environ 2 100 tours de télécommunications actives et 70 systèmes d'antennes distribuées principalement au Royaume-Uni et 135 000 tours de télécommunications en service en Inde.

Stockage de données

- 53 centres de données, comptant environ 1,6 million de pieds carrés de planchers surélevés situés sur 5 continents.
- 191 mégawatts (« MW ») de capacité de charge critique.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des principales mesures pour notre secteur des infrastructures de données.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Investissements de croissance	26 \$	33 \$	84 \$	74 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	53 %	51 %	52 %	55 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ²	50	36	135	94
Investissements de maintien	(6)	(4)	(19)	(8)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	44 \$	32 \$	116 \$	86 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.

2. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, notre secteur des infrastructures de données a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 50 M\$, comparativement à 36 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des résultats s'explique par l'indexation en fonction de l'inflation et par l'ajout de nouveaux points de présence au sein de notre entreprise française de télécommunications, ainsi que par l'apport du capital investi au cours des 12 derniers mois. Les résultats comprennent l'apport initial de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde, dont l'acquisition s'est conclue le 31 août 2020, et l'incidence de l'acquisition d'une entreprise de distribution de données en Nouvelle-Zélande et d'une entreprise de tours de télécommunications au Royaume-Uni au second semestre de 2019.

Le tableau suivant présente la quote-part des résultats financiers attribuable à notre secteur des infrastructures de données.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Transmission et distribution de données	52 \$	32 \$	135 \$	82 \$	42 \$	27 \$	111 \$	69 \$
Stockage de données	13	14	39	39	8	9	24	25
Total	65 \$	46 \$	174 \$	121 \$	50 \$	36 \$	135 \$	94 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, nos activités liées à la transmission et à la distribution de données ont généré un BAIIA ajusté de 52 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 42 M\$, comparativement à 32 M\$ et à 27 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté en raison de l'indexation en fonction de l'inflation et de l'ajout de 230 nouveaux emplacements au programme de tours sur mesure de notre entreprise de télécommunications en France, de l'apport de nos entreprises de tours de télécommunications récemment acquises en Inde, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni et de la hausse des taux pour les contrats de couverture des flux de trésorerie liés aux opérations libellés en euros.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, nos activités liées au stockage de données ont généré un BAIIA ajusté de 13 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 8 M\$, des résultats relativement stables par rapport à la période correspondante de 2019. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont diminué, l'apport des projets d'investissement mis en service au sein de notre entreprise en Amérique du Sud ayant été plus que contrebalancé par la baisse des ventes de notre entreprise aux États-Unis.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019
Carnet d'investissements au début de la période	191 \$	152 \$	200 \$
Incidence des acquisitions	144	144	27
Nouveaux mandats de projets d'investissement	36	129	59
Moins : dépenses d'investissement	(26)	(84)	(104)
Écart de change et autres	12	16	(30)
Carnet d'investissements à la fin de la période	357	357	152
Travaux de construction en cours	48	48	41
Total des projets d'investissement devant être mis en service	405 \$	405 \$	193 \$

Au 30 septembre 2020, le total des projets d'investissement devant être mis en service se chiffrait à 405 M\$, contre 193 M\$ au 31 décembre 2019. Le carnet d'investissements a augmenté en raison principalement de l'incidence des acquisitions et des nouveaux mandats de projets d'investissement, facteurs contrebalancés en partie par le capital investi dans notre mandat de raccordement résidentiel au sein de notre entreprise de télécommunications en France.



Siège social

Le tableau qui suit présente, sur une base proportionnelle, les éléments du secteur Siège social.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
BAIIA ajusté ¹	(86) \$	(75) \$	(219) \$	(200) \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	(74)	(71)	(193)	(198)

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations de notre secteur Siège social ont correspondu à des pertes de 86 M\$ et de 74 M\$, respectivement, contre 75 M\$ et 71 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations par rapport à l'exercice précédent tient à l'augmentation des honoraires de gestion après une augmentation du cours de nos parts.

En vertu de notre convention-cadre de services, nous payons à Brookfield des honoraires de gestion de base annuels correspondant à 1,25 % de la valeur de marché de notre société majorée des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base se sont établis à 83 M\$, une augmentation par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une hausse du cours des parts et du recours aux marchés financiers pour financer de nouvelles initiatives de croissance.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La nature de notre base d'actifs et la qualité des flux de trésorerie que nous en tirons nous permettent de maintenir une structure de capital stable et peu coûteuse. Nous nous efforçons de maintenir suffisamment de liquidités en tout temps pour être en mesure de saisir les occasions intéressantes lorsqu'elles se présentent, de mieux composer avec toute dégradation inattendue de la conjoncture et de maintenir nos distributions aux porteurs de parts. Nos liquidités proviennent principalement des flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, des facilités de crédit inutilisées et de notre accès aux marchés publics et aux marchés des capitaux privés. Nous structurons également les actifs que nous détenons de manière à accroître notre capacité de les monnayer et ainsi obtenir des liquidités supplémentaires, au besoin. Dans certains cas, les filiales peuvent être assujetties à des limites relativement à leur capacité de déclarer ou de verser des dividendes à notre société. Cependant, aucune limite importante n'existait au 30 septembre 2020 et au 31 décembre 2019.

Nos liquidités à l'échelle du groupe au 30 septembre 2020 se composaient de ce qui suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2020	Au 31 décembre 2019
Trésorerie et actifs financiers généraux	435 \$	273 \$
Facilité de crédit générale consentie ¹	2 975	1 975
Facilité de crédit générale subordonnée	500	500
Prélèvements sur la facilité de crédit générale ¹	(607)	(820)
Engagements en vertu de la facilité de crédit générale	(58)	(54)
Dépôt reçu de la société mère ²	(545)	—
Quote-part de la trésorerie conservée dans les entreprises	492	406
Quote-part du montant disponible aux termes des facilités de crédit des filiales	748	687
Liquidités à l'échelle du groupe	3 940 \$	2 967 \$

1. Comprend une facilité de crédit générale consentie de 1,975 G\$ et une facilité d'appoint temporaire de 1,0 G\$. Au 30 septembre 2020, un montant de 607 M\$ avait été prélevé sur notre facilité de crédit générale consentie, et aucun montant n'avait été prélevé sur notre facilité d'appoint temporaire.
2. À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des dépôts auprès de Brookfield, ou en reçoit de cette dernière. Ce dépôt porte intérêt aux taux du marché et a été versé à Brookfield Infrastructure afin d'utiliser la trésorerie excédentaire détenue par la société mère pour rembourser les prélèvements effectués par Brookfield Infrastructure sur la facilité de crédit générale.

Les liquidités à l'échelle du groupe sont, à notre avis, suffisantes pour répondre aux besoins actuels de Brookfield Infrastructure. À la fin du trimestre, les liquidités à l'échelle du groupe se chiffraient à 3,9 G\$, ce qui représente une augmentation importante par rapport à notre situation de trésorerie au 31 décembre 2019, en raison des émissions de billets à moyen terme et d'une facilité de crédit renouvelable additionnelle. Le 7 avril 2020, Brookfield Infrastructure Finance ULC, une filiale entièrement détenue de Brookfield Infrastructure, a émis des billets à moyen terme d'un montant de 400 M\$ CA. Le 14 avril 2020, la société a obtenu une facilité de crédit renouvelable consortiale additionnelle de 1,0 G\$. Le 1^{er} septembre 2020, Brookfield Infrastructure Finance ULC, une filiale entièrement détenue de Brookfield Infrastructure, a émis des billets à moyen terme d'un montant de 500 M\$ CA. Les billets à moyen terme et la facilité additionnelle ont été obtenus afin de financer les nouvelles occasions de placement, comme notre acquisition d'une entreprise de tours de télécommunications en Inde, les autres sources de capitaux, y compris les ventes d'actifs, pouvant être retardées temporairement compte tenu du contexte économique sans précédent.

Nous finançons nos actifs surtout en ce qui a trait aux sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, viennent à échéance à long terme, comportent peu de clauses restrictives et sont sans recours contre Brookfield Infrastructure ou nos autres activités.

Sur une base consolidée, au 30 septembre 2020, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années étaient les suivants :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Durée moyenne (en années)	Pour les périodes de 1 an closes les 30 septembre						
		2021	2022	2023	2024	2025	Après	Total
Emprunts généraux ¹	8	— \$	— \$	— \$	525 \$	— \$	1 427 \$	1 952 \$
Emprunts sans recours ²	8	1 269 \$	1 146 \$	3 544 \$	2 079 \$	1 821 \$	10 851 \$	20 710 \$

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base pro forma pour exclure les prélèvements de 607 M\$ sur nos facilités de crédit générales et les billets à moyen terme de 338 M\$ qui ont été remboursés le 6 octobre 2020. Les emprunts généraux excluent également les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 10, « Emprunts », pour plus de détails.

2. Les emprunts sans recours sont présentés sur une base pro forma pour tenir compte des refinancements contractés après la fin du trimestre. La durée moyenne à l'échéance est présentée sur une base pro forma pour tenir compte de plusieurs initiatives de financement au niveau de l'actif bien avancées.

La dette proportionnelle est présentée pour aider les investisseurs à comprendre la structure du capital de nos placements sous-jacents qui sont consolidés dans nos états financiers, mais qui ne sont pas entièrement détenus. Présentée parallèlement au BAIIA ajusté, la dette proportionnelle devrait fournir de l'information utile quant à la façon dont la société a financé ses entreprises au niveau de l'actif. La seule différence entre la dette consolidée présentée en vertu des normes IFRS et la dette proportionnelle est l'ajustement visant le retrait de la quote-part de la dette des placements consolidés qui ne sont pas détenus par notre société et l'ajout de la dette proportionnelle des participations dans des entreprises associées. La direction a recours à la dette proportionnelle pour comprendre la structure du capital de nos placements consolidés sous-jacents qui sont consolidés dans nos états financiers, mais qui ne sont pas entièrement détenus, et de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises. La dette proportionnelle présente de l'information utile quant à la façon dont notre société a financé ses entreprises au niveau de l'actif et donne un aperçu de notre rendement sur le capital que nous avons investi à un niveau donné d'endettement.

Sur une base proportionnelle, au 30 septembre 2020, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années étaient les suivants :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Durée moyenne (en années)	2020	2021	2022	2023	2024	Après	Total
Emprunts avec recours								
Emprunts généraux ¹	8	— \$	— \$	— \$	— \$	525 \$	1 427 \$	1 952 \$
Total des emprunts avec recours	8	—	—	—	—	525	1 427	1 952
Emprunts sans recours²								
Services publics								
Transport réglementé	11	5	33	19	278	53	358	746
Distribution réglementée	10	—	41	—	286	31	1 541	1 899
Terminal réglementé ³	6	—	—	92	182	217	521	1 012
	9	5	74	111	746	301	2 420	3 657
Transport								
Chemins de fer	4	5	134	167	189	250	548	1 293
Routes à péage	8	19	171	143	102	118	517	1 070
Ports ³	5	1	5	150	101	678	1 049	1 984
	5	25	310	460	392	1 046	2 114	4 347
Énergie								
Secteur médian du gaz naturel ³	6	5	30	376	190	284	1 003	1 888
Énergie décentralisée	17	33	57	53	40	90	468	741
	9	38	87	429	230	374	1 471	2 629
Infrastructures de données								
Transmission et distribution de données	7	—	—	196	42	307	556	1 101
Stockage de données	4	—	50	24	49	2	148	273
	6	—	50	220	91	309	704	1 374
Total des emprunts sans recours^{2, 3, 4}	7	68	521	1 220	1 459	2 030	6 709	12 007
Total des emprunts^{4, 5}	8	68 \$	521 \$	1 220 \$	1 459 \$	2 555 \$	8 136 \$	13 959 \$
Pourcentage du total des emprunts		— %	4 %	9 %	10 %	18 %	59 %	100 %

1. Les emprunts généraux et la durée moyenne à l'échéance sont présentés sur une base pro forma pour exclure les prélèvements de 607 M\$ sur nos facilités de crédit générales et les billets à moyen terme de 450 M\$ CA qui ont été remboursés le 6 octobre 2020. Les emprunts généraux excluent également les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 10, « Emprunts », pour plus de détails. Le calcul de la dette nette présenté dans le tableau qui suit exclut ces ajustements pro forma.
2. Représente la dette sans recours contre Brookfield Infrastructure, puisque les porteurs ont un droit de recours seulement contre les activités sous-jacentes.
3. Les emprunts et la durée moyenne à l'échéance au sein de nos sous-secteurs du terminal réglementé, des ports et du secteur médian du gaz naturel sont présentés sur une base pro forma pour tenir compte des refinancements contractés après la fin du trimestre.
4. Au 30 septembre 2020, les clauses restrictives financières au niveau de l'actif n'étaient pas respectées pour une tranche d'environ 70 M\$ de la dette nette proportionnelle. Cette tranche correspond à moins de 1 % du total de la dette proportionnelle de la société. Nous prévoyons être en mesure d'obtenir un refinancement ou une renonciation de la part de nos institutions financières et, par conséquent, nous avons présenté la dette en fonction de l'année d'échéance contractuelle.
5. Au 30 septembre 2020, environ 34 % des emprunts avaient été émis sous la forme d'emprunts à taux variable. Brookfield Infrastructure et ses filiales ont conclu des swaps de taux d'intérêt au moyen desquels la dette à taux variable a été transformée en dette à taux fixe; les échéances de la dette à taux variable sont ainsi réduites à quelque 22 % du total de nos emprunts. Compte non tenu du fonds de roulement et des facilités pour dépenses d'investissement, les emprunts à taux variable correspondent approximativement à 19 % du total de nos emprunts, incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt. L'échéance moyenne pondérée de la dette exclut l'incidence d'emprunts temporaires sur la facilité de crédit générale de la société, ainsi que plusieurs financements déjà bien avancés.

La durée moyenne de nos emprunts au niveau de l'actif est de sept ans. Sur une base proportionnelle, notre ratio d'endettement net, défini comme la dette nette proportionnelle divisée par la dette nette proportionnelle majorée du capital investi, s'établissait à 60 % au 30 septembre 2020. Le taux d'intérêt moyen pondéré en trésorerie s'établissait à 4,6 % pour l'ensemble des entreprises (30 septembre 2019 – 4,8 %), les taux pour nos secteurs des services publics, du transport, de l'énergie, des infrastructures de données et du siège social s'étant chiffrés à 3,8 %, à 5,2 %, à 5,1 %, à 4,8 % et à 4,0 %, respectivement (30 septembre 2019 – 4,0 %, 6,3 %, 5,7 %, 3,5 % et 3,8 %, respectivement).

Le tableau suivant présente notre dette nette, une mesure non conforme aux normes IFRS utilisée pour évaluer la dette proportionnelle, déduction faite de notre quote-part de la trésorerie, au 30 septembre 2020.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2020	Au 31 décembre 2019
Emprunts proportionnels		
Services publics	3 657 \$	3 813 \$
Transport	4 347	3 090
Énergie	2 629	2 491
Infrastructures de données	1 374	931
Siège social	2 897	2 475
Total de la dette proportionnelle	14 904 \$	12 800 \$
Quote-part de la trésorerie conservée dans les entreprises		
Services publics	129 \$	166 \$
Transport	275	165
Énergie	23	30
Infrastructures de données	65	45
Siège social	435	273
Total de la quote-part de la trésorerie conservée	927 \$	679 \$
Dette nette proportionnelle		
Services publics	3 528 \$	3 647 \$
Transport	4 072	2 925
Énergie	2 606	2 461
Infrastructures de données	1 309	886
Siège social	2 462	2 202
Total de la dette nette proportionnelle	13 977 \$	12 121 \$

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette proportionnelle, une mesure de la liquidité non conforme aux normes IFRS, et de la dette consolidée.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2020	Au 31 décembre 2019
Dette consolidée	23 486 \$	21 019 \$
Ajouter : quote-part de la dette des participations dans des entreprises associées :		
Services publics	445	455
Transport	2 480	1 158
Énergie	987	972
Infrastructures de données	738	688
Ajouter : quote-part de la dette directement liée aux actifs détenus en vue de la vente	—	104
Déduire : emprunts attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle ¹	(12 751)	(11 094)
Prime sur la dette et swaps de devises	(481)	(502)
Dette proportionnelle	14 904 \$	12 800 \$

1. Comprend des prélèvements sur la facilité de crédit des fonds privés de Brookfield utilisée comme crédit-relais pour financer les acquisitions au-delà de la fin de l'exercice. Les emprunts en vertu de la facilité sont garantis par des engagements des commanditaires et sont sans recours contre notre société.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau ci-dessous présente les obligations contractuelles de Brookfield Infrastructure au 30 septembre 2020.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Palements échéant par période				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et autres passifs	2 703 \$	108 \$	41 \$	485 \$	3 337 \$
Emprunts généraux ¹	—	338	1 132	1 427	2 897
Emprunts sans recours ²	1 269	1 146	7 444	10 851	20 710
Passifs financiers	632	269	1 289	1 197	3 387
Obligations locatives	230	200	854	1 281	2 565
Charges d'intérêts :					
Emprunts généraux	79	79	195	40	393
Emprunts sans recours	677	643	1,451	1,903	4,674

1. Les emprunts généraux excluent les coûts de financement différés et autres. Se reporter à la note 10, « Emprunts », pour plus de détails.

2. Les emprunts sans recours sont présentés sur une base pro forma pour tenir compte des refinancements contractés après la fin du trimestre.

De plus, en vertu de la convention-cadre de services, nous versons chaque trimestre à Brookfield des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société, plus le montant net des emprunts avec recours. Ces honoraires devraient s'élever à quelque 332 M\$ par année, en fonction de la capitalisation boursière de notre société au 30 septembre 2020, majorés de nos parts privilégiées et du montant net de nos emprunts généraux avec recours.

Un élément indissociable de la stratégie de notre société consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de Brookfield Infrastructure. Dans le cours normal des activités, notre société a pris des engagements envers des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions cibles dans l'avenir lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où nous croyons que cela s'avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change dans le cadre de nos activités. Les principes clés suivants constituent le fondement de notre stratégie de couverture du risque de change :

- Nous tirons parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein de nos activités.
- Dans la mesure du possible, nous finançons nos activités par des emprunts en monnaie locale.
- Nous pouvons recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises au 30 septembre 2020. Les soldes ajustés des placements en titres de capitaux propres reflètent la valeur comptable de nos actifs au 30 septembre 2020, qui comporte certaines limites pour l'évaluation de notre position de couverture. Plus important encore, toutes les immobilisations incorporelles et les occasions de croissance ne sont pas admissibles à une réévaluation. Par conséquent, la valeur comptable est inférieure à la juste valeur, comme l'illustre le tableau qui suit.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Couvertures de change									
	USD ¹	AUD	NZD	GBP	BRL	CAD ²	EUR	PEN	INR	Autres
Placement en titres de capitaux propres, montant brut – \$ US	3 476 \$	1 098 \$	152 \$	1 602 \$	1 526 \$	1 189 \$	780 \$	109 \$	736 \$	124 \$
Éléments généraux – \$ US ³	(3 846)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Placement en titres de capitaux propres – \$ US	(370)	1 098	152	1 602	1 526	1 189	780	109	736	124
Contrats de change – \$ US	3 844	(987)	(152)	(783)	—	(1 092)	(713)	(12)	—	(105)
Position nette non couverte	3 474 \$	111 \$	— \$	819 \$	1 526 \$	97 \$	67 \$	97 \$	736 \$	19 \$
Pourcentage des placements en titres de capitaux propres couverts	s.o. %	90 %	100 %	49 %	— %	92 %	91 %	11 %	— %	85 %

1. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars américains exclut des parts privilégiées de 195 M\$.

2. Le montant net du placement en titres de capitaux propres en dollars canadiens exclut des parts privilégiées et des actions privilégiées de 1 007 M\$.

3. Comprend des billets à moyen terme, des prélèvements sur notre facilité de crédit renouvelable, le dépôt de notre société mère et le fonds de roulement au niveau de la société.

Au 30 septembre 2020, 50 % de notre placement net en titres de capitaux propres était en dollars américains, notre monnaie fonctionnelle. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, nous avons comptabilisé des pertes dans le résultat global de 132 M\$ (trimestre clos le 30 septembre 2019 – profits de 170 M\$) relativement à ces contrats.

RÉINVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Nous finançons nos investissements de croissance par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, ainsi que par une dette sans recours qui atteint les seuils en matière de couverture et de clauses restrictives permettant d'obtenir une notation de première qualité. De cette façon, nous pouvons nous assurer que nos placements disposent de structures du capital stables qui sont soutenues par une quantité importante de capitaux propres et que les flux de trésorerie en ce qui concerne l'actif peuvent être versés librement à la société. Cette stratégie est également à la base de nos notations de première qualité.

Pour financer des projets d'aménagement et des acquisitions de grande envergure, nous évaluons diverses sources de capitaux, y compris le produit de la vente d'entreprises arrivées à maturité, en plus de mobiliser des fonds sur les marchés boursiers au moyen d'émissions de titres de capitaux propres, de titres d'emprunt et d'actions privilégiées. En outre, la société possède une facilité de crédit renouvelable consentie de 2,975 G\$ qui peut être utilisée aux fins des placements et des acquisitions, ainsi que pour financer la composante capitaux propres des initiatives de croissance interne. La facilité n'est pas une source permanente de capitaux : elle vise plutôt à satisfaire des besoins provisoires en attendant une stratégie de financement à long terme, et c'est ainsi qu'elle a été utilisée par le passé.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des variations de notre quote-part de la trésorerie pour l'exercice.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux opérations	365 \$	338 \$	1 056 \$	1 026 \$
Investissements de maintien	(80)	(77)	(205)	(204)
Fonds disponibles aux fins de distribution (flux de trésorerie liés aux opérations ajustés)	285	261	851	822
Distributions versées	(283)	(263)	(848)	(764)
Fonds disponibles aux fins de réinvestissement	2	(2)	3	58
Investissements de croissance	(228)	(236)	(664)	(646)
Financement par emprunt des investissements de croissance	139	124	377	277
Émissions (remboursements) de titres d'emprunt sans recours	4	40	130	(42)
Produit du réinvestissement de capital	57	—	315	502
Nouveaux placements	(976)	(257)	(976)	(731)
(Remboursements) prélèvements nets sur la facilité de crédit générale	(603)	578	(212)	68
Émissions de parts de société en commandite, déduction faite des rachats	2	803	7	779
Produit de l'émission de titres d'emprunt, déduction faite des remboursements	382	—	657	—
Parts privilégiées et actions privilégiées émises, déduction faite des rachats	195	—	195	72
Dépôt reçu de (remboursé à) la société mère	545	(823)	545	—
Incidence des fluctuations des devises	(2)	(27)	(54)	(17)
Variations du fonds de roulement et autres	21	(218)	(75)	(272)
Variation de la quote-part de la trésorerie	(462)	(18)	248	48
Quote-part de la trésorerie d'ouverture	1 389	708	679	642
Quote-part de la trésorerie de clôture	927 \$	690 \$	927 \$	690 \$

Nous présentons les flux de trésorerie générés par nos entreprises sur une base proportionnelle puisqu'environ 38 % de nos flux de trésorerie liés aux opérations proviennent de placements qui ne sont pas consolidés dans nos états financiers. La société prend part à des arrangements comme des coentreprises ou des consortiums, ce qui lui permet d'avoir accès à des partenaires qui possèdent une expertise locale stratégique et d'importants capitaux. Lorsqu'elle investit dans de tels arrangements, lesquels ne sont pas consolidés aux fins des états financiers, la société conserve néanmoins le contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entreprise et n'est pas par conséquent un investisseur passif. Nous établissons des accords de gouvernance afin d'exiger de chacune de nos entreprises qu'elle distribue la totalité de la trésorerie disponible (généralement définie comme les fonds en caisse, moins tout montant réservé aux fins des projets de croissance engagés selon l'approbation du conseil d'administration de l'entité), accords qui assurent que toute décision de ne pas distribuer la totalité des flux de trésorerie disponibles ne puisse être prise sans notre consentement exprès. Par conséquent, la société a accès aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la totalité de nos entreprises, y compris les coentreprises et tout placement non consolidé.

Le tableau qui suit présente l'importance des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés par les placements qui ne sont pas consolidés dans nos états financiers, ainsi qu'un rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation consolidés et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	776 \$	589 \$	2 113 \$	1 730 \$
Ajouter : flux de trésorerie liés aux opérations des entreprises associées et des coentreprises	139	145	414	436
Déduire :				
Distributions reçues d'entreprises associées et de coentreprises	(20)	(82)	(151)	(166)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(585)	(375)	(1 443)	(1 056)
	310	277	933	944
Moins : investissements de maintien	(80)	(77)	(205)	(204)
Variation des éléments du fonds de roulement et autres	55	61	123	82
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	285 \$	261 \$	851 \$	822 \$

1. En déduisant les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la société peut présenter les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés attribuables à la société. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse présentée à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.
2. Le bénéfice net est la mesure conforme aux normes IFRS qui se rapproche le plus des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés. Toutefois, comme nous croyons qu'il peut être utile à l'occasion de présenter un autre rapprochement, nous avons présenté ce rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation consolidés et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés et du bénéfice net.

En matière de gestion de la trésorerie, la société gère ses réserves de façon à réduire au minimum l'incidence du change et les frais administratifs, et à améliorer notre capacité d'obtenir du financement par emprunt au niveau de l'actif. Même si les capitaux sont principalement mobilisés au niveau de la société pour financer la composante capitaux propres des investissements de croissance interne, le financement réel des projets peut être obtenu en injectant de la trésorerie dans les filiales ou en ayant recours aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation conservés par l'entreprise. Fait important à noter, le transfert physique de la trésorerie n'a aucune incidence sur la capacité de Brookfield Infrastructure à financer les dépenses d'investissement ou à verser des distributions.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de la société est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société se situe entre 60 % et 70 % des flux de trésorerie liés aux opérations. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés qui servira à financer une partie ou la totalité de nos investissements de croissance financés à l'interne.

Le tableau qui suit présente les ratios de distribution de la société.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux opérations	365 \$	338 \$	1 056 \$	1 026 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	285	261	851	822
Distributions (au commanditaire, au commandité, aux porteurs de parts d'Exchange LP, aux porteurs d'actions de catégorie A de BIPC et aux porteurs de titres privilégiés et distributions incitatives)	283	263	848	764
Ratio de distribution des flux de trésorerie liés aux opérations	78 %	78 %	80 %	74 %
Ratio de distribution des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	99 %	101 %	100 %	93 %

Les facteurs suivants ont influé sur les ratios de distribution des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour l'exercice considéré :

- i) la volatilité du real brésilien, une devise qui s'est dépréciée de 26 % et de 23 % en moyenne par rapport au dollar américain pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, respectivement.
- ii) les retards temporaires ou les retards liés au calendrier dans la comptabilisation du bénéfice lié à la construction de projets sous contrats compris dans le carnet de commandes de nos activités de raccordement au Royaume-Uni, ainsi que la diminution des débits de circulation sur nos routes à péage, pour laquelle nous comptons nous faire entièrement dédommager aux termes des dispositions de force majeure comprises dans nos accords de concession.
- iii) le retard de nature réglementaire dans la conclusion de l'acquisition de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde.

Après avoir tenu compte de ces facteurs, notre ratio de distribution pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 a diminué pour s'établir à 67 % et à 69 %, respectivement.

La distribution annuelle de la société est passée en revue par le conseil d'administration au premier trimestre de chaque exercice, en tenant compte des facteurs suivants :

- i) les résultats de l'exercice précédent ainsi que le budget de l'exercice à venir et le plan d'affaires quinquennal en fonction de la quote-part revenant à la société des flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos actifs.
- ii) les liquidités à l'échelle du groupe et la capacité de la société à financer les dépenses d'investissement engagées.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En raison de la nature capitalistique des actifs de notre société, des dépenses d'investissement continues sont nécessaires aux fins des entrées, des améliorations ainsi que de l'entretien et des réparations sur la durée du cycle de vie des immobilisations de production liées à nos activités. Notre société passe en revue les dépenses d'investissement et les classe dans l'une des deux catégories suivantes :

- i) Investissements de croissance : dépenses appuyées par des produits additionnels qui amélioreront le rendement de notre société. Ces projets peuvent être inclus dans la base tarifaire de notre secteur des services publics ou visent à accroître la capacité en vue d'élargir nos réseaux d'infrastructures existants au sein de nos secteurs du transport, de l'énergie et des infrastructures de données.
- ii) Investissements de maintien : dépenses nécessaires pour maintenir l'état d'exploitation actuel et la fiabilité du système, tout en assurant le respect des exigences en matière de réglementation et de sécurité.

Nous gérons des processus d'examen et d'approbation distincts pour chacune des deux catégories de dépenses d'investissement. Les investissements de croissance sont financés de façon distincte et ils doivent atteindre le seuil de rendement des capitaux propres après impôt de 12 % à 15 % fixé par notre société. Les projets qui respectent ce seuil de rendement sont présentés au comité responsable des dépenses d'investissement, qui se compose de membres du personnel qui font partie de la haute direction de la société. Le comité examine les plans proposés en matière de projets en tenant compte des rendements cibles et des plans de financement, en plus d'analyser les divers risques liés à l'exécution de ces projets. Une fois qu'un projet reçoit l'approbation du comité responsable des dépenses d'investissement, il est habituellement ajouté au carnet de commandes.

Les investissements de maintien sont régis par un processus différent, quoique tout aussi rigoureux, puisque l'incapacité de procéder aux investissements nécessaires pour maintenir nos activités pourrait nuire à la capacité de nos entreprises de servir nos clients ou de poursuivre les activités. D'abord, l'équipe responsable de l'exploitation d'une entreprise donnée effectue un examen détaillé de tous les investissements de maintien prévus et proposés dans le cadre du processus annuel d'établissement du budget. Ces plans sont passés en revue dans le contexte de la stratégie de l'entreprise en matière d'investissements de maintien, laquelle est établie avec la société au moment de l'acquisition, et ils tiennent compte des facteurs de rendement, qui comprennent la santé et la sécurité du public et des travailleurs, la conformité en matière de réglementation et d'environnement ainsi que l'intégrité et la fiabilité du système. Les projets d'investissements de maintien approuvés au niveau de l'actif sont par la suite présentés aux équipes de gestion des actifs communs de la société, qui sont responsables de superviser les activités de la société et qui ont une grande expérience en matière de gestion d'actifs liés aux services publics, au transport, à l'énergie et aux infrastructures de données. Dans le cadre d'un processus itératif mené auprès des membres de la haute direction responsables de l'exploitation des sociétés, le plan est peaufiné au moyen d'un examen exhaustif qui comprend le classement par ordre de priorité des projets non discrétionnaires et une comparaison avec les références dans le secteur. Une fois qu'ils sont approuvés, les plans en matière d'investissements de maintien sont intégrés aux plans d'affaires annuel et quinquennal présentés à la haute direction de la société. Après l'approbation de cette dernière, les plans sont exécutés au cours de l'exercice suivant, et les équipes responsables de l'exploitation et de la gestion d'actifs surveillent étroitement les résultats obtenus par rapport aux plans.

En plus des divers niveaux d'examen interne, notre société retient chaque année les services d'un cabinet d'ingénierie réputé et reconnu à l'échelle mondiale pour effectuer un examen indépendant de son approche globale en matière d'investissements de maintien et de son programme de dépenses d'investissement détaillé. Chaque année, le cabinet d'ingénierie passera en revue une partie du portefeuille, et étudiera l'ensemble des actifs en alternance tous les trois ans. Pour chaque actif examiné au cours d'une année donnée, le cabinet d'ingénierie comparera les dépenses historiques et prévues aux normes dans le secteur aux exigences réglementaires et à d'autres données de comparaison et déterminera si le programme d'investissements de maintien est raisonnable en fonction de la nature de l'entreprise ainsi que de l'âge et de la condition des actifs. Nous avons également retenu les services de l'un des quatre grands cabinets comptables pour passer en revue les conclusions du rapport fourni par le cabinet d'ingénierie et évaluer les activités de contrôle entourant notre processus d'établissement des fourchettes d'investissements de maintien annuels de chacun des secteurs.

Au cours des quatre derniers exercices, des examens ont été menés à l'égard de certaines activités qui constituent collectivement approximativement 90 % des flux de trésorerie liés aux opérations de notre société. Les résultats des missions confirment que nos fourchettes établies en matière d'investissements de maintien annuels sont raisonnables et cadrent avec les normes du secteur pour des actifs de nature semblable. Au cours des deux à trois prochaines années, la société entend examiner le reste de ses activités existantes et s'efforcera d'examiner les activités des entreprises récemment acquises au cours des deux à trois ans suivant l'acquisition.

Le tableau qui suit détaille les investissements de croissance par secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Investissements de croissance par secteur				
Services publics	119 \$	115 \$	317 \$	307 \$
Transport	27	33	78	127
Énergie	56	55	185	138
Infrastructures de données	26	33	84	74
	228 \$	236 \$	664 \$	646 \$

Les investissements de croissance se sont chiffrés à 228 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, ce qui représente une baisse comparativement à 236 M\$ pour la période correspondante de 2019. La diminution des investissements de croissance est principalement attribuable à la baisse des dépenses découlant de l'achèvement d'importants projets au sein de nos entreprises de routes à péage au Brésil et du calendrier des projets d'investissement de notre entreprise de centres de données en Amérique du Sud. Les activités de raccordement de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni se sont redressées de façon importante par rapport au trimestre précédent et sont actuellement exercées à environ 90 % des niveaux prévus.

Le tableau qui suit détaille les investissements de maintien par secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Investissements réels					
	Investissements de maintien continus estimatifs annuels		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	Plancher	Plafond	2020	2019	2020	2019
Investissements de maintien par secteur						
Services publics	20 \$	25 \$	2 \$	4 \$	11 \$	12 \$
Transport	170	180	30	35	93	116
Énergie	110	120	42	34	82	68
Infrastructures de données	10	15	6	4	19	8
	310 \$	340 \$	80 \$	77 \$	205 \$	204 \$

Les investissements de maintien se sont chiffrés à 80 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020 et sont conformes à ceux enregistrés à la période correspondante de 2019. Les investissements de maintien ont été inférieurs aux attentes en ce qui concerne nos entreprises de routes à péage en raison de la dépréciation du real brésilien par rapport au dollar américain. Ces diminutions dans le secteur du transport ont été contrebalancées par l'augmentation des dépenses au sein de notre entreprise du secteur médian dans l'Ouest canadien en raison d'importants projets d'entretien réguliers réalisés au cours du trimestre. Nous estimons que nos investissements de maintien annuels se situeront entre 310 M\$ et 340 M\$, soit entre 20 M\$ et 25 M\$ pour les services publics, entre 170 M\$ et 180 M\$ pour le transport, entre 110 M\$ et 120 M\$ pour l'énergie, et entre 10 M\$ et 15 M\$ pour les infrastructures de données. Au 30 septembre 2020, nos investissements de maintien ont été inférieurs à notre fourchette estimative en raison surtout du calendrier des investissements de maintien de notre secteur du transport et de l'incidence de la vigueur du dollar américain par rapport aux monnaies de marchés émergents. Notre société se fonde sur les données du secteur et les données de comparaison fournies par un cabinet d'ingénierie mondial pour déterminer les fourchettes d'investissements de maintien appropriées, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

EXAMEN DES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	776 \$	589 \$	2 113 \$	1 730 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(4 094)	(815)	(4 187)	(3 386)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	2 935	242	2 313	1 839

Ce tableau tient compte des activités au sein de nos activités consolidées et, par conséquent, exclut les activités des entités non consolidées.

Trimestres clos les 30 septembre 2020 et 2019

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 0,8 G\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, ce qui représente une hausse de 187 M\$ par rapport à la période correspondante de 2019. L'augmentation tient principalement aux apports des acquisitions conclues récemment, facteur partiellement contrebalancé par l'incidence du change, particulièrement par la dépréciation du real brésilien de 26 % qui s'est traduite par une diminution des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation libellés en dollars américains d'environ 68 M\$.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 4,1 G\$, contre 0,8 G\$ pour la période correspondante de 2019. Les sorties de trésorerie pour l'exercice considéré reflètent une augmentation du capital investi aux fins des acquisitions de notre entreprise de tours de télécommunications en Inde et de notre installation d'exportation de LGN aux États-Unis.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 2,9 G\$, contre 0,2 G\$ pour la période correspondante de 2019. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement pour la période considérée ont bénéficié d'un montant net d'environ 2,6 G\$ de capital fourni par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, de la réception d'un dépôt de 0,5 G\$ de notre société mère et du produit de 0,2 G\$ de l'émission d'actions privilégiées. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par les distributions de 0,3 G\$ versées aux porteurs de parts et par des remboursements nets de 0,1 G\$ sur nos emprunts. Les résultats de l'exercice précédent comprenaient le produit net d'emprunts de 0,7 G\$ ainsi que le produit de l'émission de parts de société en commandite d'un total de 0,8 G\$. Ces sources de capital ont été partiellement contrebalancées par la restitution d'un dépôt de 0,8 G\$ reçu de notre société mère, les distributions de 0,3 G\$ aux porteurs de parts et un montant net de 0,2 G\$ de capital fourni par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ

Le tableau suivant présente le nombre total de parts de société en commandite de la société de portefeuille SEC en circulation.

	Au 30 septembre 2020	Au 31 décembre 2019
Parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	121 952 992	121 952 992
Parts de commandité spécial	1 600 410	1 600 410
Parts de commandité gestionnaire	295 336 299	293 528 515
Total	418 889 701	417 081 917

Une société liée de Brookfield, en sa qualité de commandité spécial de la société de portefeuille SEC, a droit au versement de distributions incitatives fondées sur l'excédent des distributions trimestrielles sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP et les actions de catégorie A de BIPC par rapport aux cibles convenues. Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP et les actions de BIPC dépassent 0,1827 \$ par part/action par trimestre, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 15 % des distributions dépassant ce seuil, jusqu'à 0,198 \$ par part/action.

Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite, les parts d'Exchange LP et les actions de BIPC dépassent 0,198 \$ par part/action, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 25 % des distributions dépassant ce seuil. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, une distribution incitative de 46 M\$ et de 137 M\$ a été versée au commandité spécial (2019 – 41 M\$ et 117 M\$).

Avant la distribution spéciale, les seuils susmentionnés de 0,1827 \$ et de 0,198 \$ étaient plutôt de 0,203 \$ et de 0,22 \$, respectivement.

En juillet 2019, Brookfield Infrastructure a émis 13,5 millions de parts de société en commandite au prix de 42,5 \$ par part en vertu de déclarations d'inscription préalables aux États-Unis et au Canada. Le produit brut de l'émission a totalisé 575 M\$, et des frais d'émission de titres de capitaux propres de 24 M\$ ont été engagés. Simultanément, Brookfield Infrastructure a émis environ 6,1 millions de parts de société en commandite rachetables à l'intention de Brookfield pour un produit brut de 250 M\$.

GESTION DU CAPITAL

L'approche de notre société en matière de gestion du capital consiste à maximiser les rendements pour les porteurs de parts et à nous assurer que le capital est investi de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs en matière de rendement des placements.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le rendement du capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, la moyenne pondérée du capital investi s'est chiffrée à 9 034 M\$ et à 9 018 M\$. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails.

VALEUR D'ENTREPRISE

La rubrique qui suit présente de l'information pour aider les utilisateurs à calculer la valeur d'entreprise de notre société.

Valeur d'entreprise

Nous définissons la valeur d'entreprise comme la valeur de marché de notre société, majorée des parts privilégiées et de la quote-part de la dette, déduction faite de notre quote-part de la trésorerie.

Le tableau qui suit présente la valeur d'entreprise au 30 septembre 2020 et au 31 décembre 2019.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2020			Au 31 décembre 2019
	BIPC ¹	Brookfield Infrastructure ²	Valeur d'entreprise consolidée	Valeur d'entreprise consolidée
Actions/parts en circulation	44,9	420,0	464,9	418,3
Prix ³	55,39 \$	47,62 \$	—	49,99 \$
Capitalisation boursière	2 487	20 000	22 487	20 911
Parts privilégiées et actions privilégiées ⁴	—	1 202	1 202	1 007
Dette nette proportionnelle ⁵	2 019	11 958	13 977	12 121
Valeur d'entreprise	4 506 \$	33 160 \$	37 666 \$	34 039 \$

1. Comprend les actions de catégorie A de Brookfield Infrastructure Corporation.

2. Comprend les parts de commanditaire, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables, et les parts d'Exchange LP.

3. Le calcul de la valeur de marché de notre société repose sur le cours de clôture des actions de catégorie A de BIPC et de nos parts à la Bourse de New York.

4. Comprend des parts privilégiées d'une valeur de 72 M\$ et des actions privilégiées d'une valeur de 1 130 M\$.

5. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » pour un rapprochement détaillé de la dette nette proportionnelle de Brookfield Infrastructure et de la dette consolidée de notre société dans les états consolidés de la situation financière.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, Brookfield Infrastructure a conclu les transactions présentées ci-après avec des parties liées. La société mère immédiate de Brookfield Infrastructure est notre société. La société mère ultime de Brookfield Infrastructure est Brookfield. Les autres parties liées de Brookfield Infrastructure sont ses filiales et ses entités en exploitation.

Tout au long de l'exercice, le commandité, en sa capacité de commandité de notre société, verse des jetons de présence dont une partie est imputée au coût à notre société conformément à notre convention de société en commandite. Un montant inférieur à 1 M\$ a été engagé relativement aux jetons de présence au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 (2019 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

Depuis sa constitution, Brookfield Infrastructure a une convention de gestion (la « convention-cadre de services ») conclue avec certains fournisseurs de services (individuellement, le « fournisseur de services »), qui sont des filiales entièrement détenues par Brookfield.

En vertu de la convention-cadre de services, Brookfield Infrastructure verse chaque trimestre au fournisseur de services des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % par trimestre (1,25 % annuellement) de la valeur de marché combinée de notre société et de BIPC. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 83 M\$ et à 211 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 (2019 – 73 M\$ et 194 M\$). Au 30 septembre 2020, une somme de 81 M\$ était à payer au fournisseur de services (31 décembre 2019 – 76 M\$).

Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la valeur de marché de notre société correspond au total de la valeur de l'ensemble des parts en circulation de notre société (en supposant la conversion de la totalité des parts de société en commandite rachetables de Brookfield détenues dans la société de portefeuille SEC en parts de notre société), des parts privilégiées et des titres des autres bénéficiaires des services (tels qu'ils sont définis dans la convention-cadre de services de Brookfield Infrastructure) qui ne sont pas détenus par Brookfield Infrastructure, majoré du montant de la dette impayée à l'égard d'une tierce partie, assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire des services, déduction faite de toute trésorerie détenue par de telles entités.

Au 30 septembre 2020, Brookfield Infrastructure avait un solde à recevoir de 21 M\$ de la part de filiales de Brookfield (31 décembre 2019 – 21 M\$) et des emprunts de 99 M\$ auprès de filiales de Brookfield (31 décembre 2019 – 99 M\$). Les emprunts sont remboursables en totalité entre 2020 et 2026, et leurs taux d'intérêt vont de 3,8 % à 8,5 % par an.

À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des dépôts auprès de Brookfield, ou en reçoit de cette dernière. Au 30 septembre 2020, le solde net de nos dépôts auprès de Brookfield était de 545 M\$ (31 décembre 2019 – néant), et Brookfield Infrastructure a engagé des charges d'intérêts de moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 (2019 – 2 M\$ et 6 M\$). Les dépôts portent intérêt aux taux du marché.

Brookfield Infrastructure a conclu une facilité de crédit renouvelable de 500 M\$ avec Brookfield afin de fournir des liquidités additionnelles aux fins des besoins généraux de la société et des dépenses d'investissement, au besoin. Au 30 septembre 2020, des emprunts de néant (31 décembre 2019 – néant) étaient impayés.

Les filiales de Brookfield Infrastructure fournissent des services de chauffage, de refroidissement et de raccordement dans le cours normal des activités à des filiales et à des entreprises associées de Brookfield Property Partners L.P., selon les modalités en vigueur sur le marché. De plus, nos filiales louent des locaux pour bureaux et ont recours aux services de construction, aux services-conseils et aux services d'ingénierie dans le cours normal des activités offerts par des filiales et des entreprises associées de Brookfield Property Partners L.P., selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, des produits de 6 M\$ et de 13 M\$, respectivement, ont été générés (2019 – 9 M\$ et 20 M\$) et des charges de 3 M\$ et de 6 M\$, respectivement, ont été engagées (2019 – 5 M\$ et 11 M\$). En outre, les filiales de Brookfield Infrastructure ont enregistré des actifs issus de contrats de location et des obligations locatives de 12 M\$ (2019 – 11 M\$) auprès de Brookfield Property Partners L.P.

Brookfield Infrastructure a recours à une filiale entièrement détenue de Brookfield pour négocier et souscrire de l'assurance, ainsi que pour évaluer le caractère adéquat de l'assurance au nom de notre société et de certaines filiales. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, Brookfield Infrastructure a versé moins de 1 M\$ pour ces services (2019 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

L'entreprise de ports au Royaume-Uni de Brookfield Infrastructure fournit des services maritimes portuaires selon les modalités en vigueur sur le marché à une filiale de Brookfield Business Partners L.P. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, des produits de moins de 1 M\$ et de 2 M\$, respectivement, ont été générés (2019 – 1 M\$ et 3 M\$).

Les filiales de Brookfield Infrastructure achètent de l'électricité auprès d'une filiale de Brookfield Renewable Partners L.P. et la distribuent en son nom dans le cours normal des activités, selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, aucun produit n'a été généré (2019 – moins de 1 M\$ et 2 M\$) et des charges de néant et de 1 M\$, respectivement, ont été engagées (2019 – 14 M\$ et 39 M\$).

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous n'avons conclu aucun arrangement hors bilan qui a ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, actuellement ou dans l'avenir, pour les investisseurs, sur notre situation financière, l'évolution de notre situation financière, nos produits ou nos charges, nos résultats d'exploitation, notre situation de trésorerie, nos dépenses d'investissement ou nos ressources en capital.

Nous fournissons, au nom de nos filiales, des lettres de crédit qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, des garanties relatives à des réserves pour le service de la dette, à des réserves au titre du capital, à l'achèvement des travaux de construction et à la performance. Au 30 septembre 2020, les lettres de crédit émises au nom de nos filiales s'élevaient à 58 M\$ (31 décembre 2019 – 54 M\$).

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Pour mesurer la performance opérationnelle, nous analysons les flux de trésorerie liés aux opérations ainsi que d'autres mesures conformes aux normes IFRS, comme le bénéfice net. Nous analysons également les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi.

Le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le bénéfice ajusté et le capital investi présentés se fondent sur notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint ou une influence notable sur le placement, respectivement. L'information financière proportionnelle n'est pas présentée conformément aux normes IFRS et elle ne vise pas à l'être. En vertu des normes IFRS, nous ne sommes pas considérés comme ayant le contrôle sur les entités qui n'ont pas été consolidées et, par conséquent, elles sont présentées comme des participations dans des entreprises associées et des coentreprises à la note 9 des états financiers de la société. La présentation des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges ne représente pas notre droit à ces éléments, et la radiation des montants des états financiers attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle n'abolit pas le droit ou l'exposition de la société à ces éléments.

Par conséquent, l'information sectorielle sur les produits, les coûts attribués aux produits, les frais généraux et administratifs, les charges d'intérêts, les autres produits, les amortissements, l'impôt différé, les coûts de résiliation et de transaction ainsi que les profits et pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils comprennent notre quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par la société répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Nous présentons les résultats financiers de façon proportionnelle parce que nous sommes d'avis qu'ils aident les investisseurs et les analystes à estimer notre rendement global et à comprendre la quote-part revenant à la société des résultats de ses placements sous-jacents, dont la participation économique et la présentation dans les états financiers varient lorsqu'ils sont établis conformément aux normes IFRS. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement avec les résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation des résultats proportionnels comme outil d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- Les montants présentés pour chaque poste sont obtenus en appliquant notre pourcentage de participation économique global déterminé lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence et ils ne représentent pas nécessairement notre droit aux actifs et aux passifs, pas plus qu'aux produits et aux charges.
- D'autres sociétés peuvent calculer les résultats proportionnels différemment.

La dette proportionnelle est présentée selon notre quote-part des obligations relatives aux emprunts liés à nos participations dans diverses entreprises comprises dans le portefeuille. La dette nette proportionnelle correspond à la dette proportionnelle déduction faite de notre quote-part de la trésorerie. L'information financière proportionnelle n'est pas présentée conformément aux normes IFRS et elle ne vise pas à l'être. Nous présentons la dette proportionnelle et la dette nette proportionnelle parce que nous sommes d'avis qu'elles aident les investisseurs et les analystes à estimer notre performance globale et à comprendre l'endettement lié spécifiquement à la quote-part revenant à notre société de son capital investi dans un placement donné. Présentée parallèlement au BAIIA ajusté, la dette proportionnelle devrait fournir de l'information utile quant à la façon dont notre société a financé ses entreprises au niveau de l'actif. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement avec les résultats présentés en vertu des normes IFRS de notre société, y compris la dette consolidée, offre une évaluation plus éloquente de la performance de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation de la dette proportionnelle comme outil d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- Les montants de la dette proportionnelle ne représentent pas notre obligation consolidée relative à la dette sous-jacente d'un placement consolidé. Si un projet donné ne génère pas des flux de trésorerie suffisants pour régler l'intégralité des paiements liés à la dette connexe, notre société peut décider, à sa discrétion, de régler l'insuffisance au moyen d'une injection de capitaux en vue d'éviter un manquement à l'obligation. Une telle insuffisance pourrait ne pas être apparente ou ne pas être équivalente à l'écart entre le BAIIA ajusté proportionnel global de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille et la dette proportionnelle globale de l'ensemble des placements compris dans notre portefeuille.
- D'autres sociétés peuvent calculer la dette proportionnelle différemment.

En raison de ces limites, notre information financière proportionnelle ne devrait pas être considérée de façon isolée ni remplacer nos états financiers présentés en vertu des normes IFRS.

Les tableaux ci-après présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Ces tableaux présentent le rapprochement de chaque élément de nos résultats proportionnels et des états consolidés du résultat net de notre société au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant de nos participations dans des entreprises associées et de la présentation de la tranche de chaque élément qui est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur » du présent rapport de gestion, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net conformément aux normes IFRS ainsi que la répartition de chaque élément de rapprochement par type et par secteur opérationnel.

Le bénéfice net est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté. Les capitaux propres de la société sont la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec le capital investi. Nous vous invitons fortement à analyser les mesures financières en vertu des normes IFRS présentées dans le rapport de gestion et à ne pas vous fier à une mesure financière unique pour évaluer notre société.

Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ont leurs limites à titre d'outil d'analyse :

- Les flux de trésorerie liés aux opérations ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Ils ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenions nos actifs pour une longue durée.
- Ils ne tiennent pas compte de certaines charges non récurrentes comme les coûts de résiliation et de transaction, ni des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et des pertes de valeur.

Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et ils n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que les flux de trésorerie liés aux opérations soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont leurs limites à titre d'outil d'analyse. Plus particulièrement, notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALpac et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer notre performance opérationnelle et ils constituent le fondement de la politique de distribution de notre société.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments.

Nous réintégrons la dotation aux amortissements pour neutraliser les effets de la perte de valeur de notre actif au fil du temps puisque nous sommes d'avis que la valeur de la plupart de nos actifs se maintiendra au fil du temps, à condition que nous fassions tous les investissements de maintien nécessaires. Plus particulièrement, dans nos états financiers, nous utilisons le modèle de la réévaluation en vertu d'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, selon lequel la dotation à l'amortissement est déterminée selon un montant réévalué, ce qui réduit sa comparabilité avec nos pairs, qui ne présentent pas leur information financière en vertu des normes IFRS publiées par l'IASB ou qui n'utilisent pas le modèle de la réévaluation pour évaluer les immobilisations corporelles. Nous rajoutons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous rajoutons aussi les profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés en résultat net, car ils sont sans effet sur la trésorerie et donnent une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments que nous jugeons comme étant à long terme. Nous rajoutons également les coûts de résiliation et de transaction, car, par leur nature, il s'agit de dépenses en capital.

En outre, nous analysons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, que nous définissons comme les flux de trésorerie liés aux opérations diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Bien que les flux de trésorerie liés aux opérations permettent d'évaluer la performance opérationnelle actuelle, ils ne tiennent pas compte des coûts nécessaires pour maintenir la performance opérationnelle des actifs de notre société. Pour évaluer la performance opérationnelle durable à long terme de nos entreprises, nous avons remarqué qu'en plus des flux de trésorerie liés aux opérations, les investisseurs se fient aux flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, qui tiennent compte de l'incidence des investissements de maintien. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et ils n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs et ils ont leurs limites à titre d'outil d'analyse.

Nous analysons également le BAIIA ajusté, que nous définissons comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Le BAIIA ajusté permet une meilleure compréhension de la performance de notre entreprise et en facilite la comparabilité d'une période à l'autre et avec nos pairs. Le BAIIA ajusté exclut l'incidence des charges d'intérêts et de l'impôt exigible pour éliminer l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels sur l'évaluation de la performance opérationnelle de nos entreprises. Le BAIIA ajusté est une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et il n'a aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que le BAIIA ajusté soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Le BAIIA ajusté a ses limites à titre d'outil d'analyse.

Le bénéfice ajusté est une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de nos activités. Le bénéfice ajusté est défini comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de toute dotation aux amortissements additionnelle découlant de la réévaluation de nos immobilisations corporelles et de l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Même si nous sommes d'avis que les investissements de maintien constituent la mesure la plus juste des coûts liés à la préservation de notre capacité à générer des produits, nous reconnaissons que les investisseurs pourraient considérer l'amortissement en fonction du coût historique comme une mesure plus pertinente. Le bénéfice ajusté exclut l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture comptabilisés en résultat net et les profits ou pertes à la cession, puisque nous sommes d'avis que ces éléments ne reflètent pas la performance continue de nos activités sous-jacentes.

Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, le bénéfice ajusté permet, à notre avis, une meilleure compréhension de la performance de nos activités sous-jacentes et permet aux utilisateurs d'obtenir une meilleure comparabilité de notre performance avec nos pairs dans certains territoires et d'une période à l'autre.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le rendement du capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés avec la mesure conforme aux normes IFRS qui s'en rapproche le plus, soit le bénéfice net.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net	148 \$	205 \$	330 \$	624 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	411	317	1 186	932
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	(17)	(36)	(76)	(88)
Apport aux flux de trésorerie liés aux opérations des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	139	145	414	436
Charge d'impôt	68	58	237	194
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	50	(34)	161	(90)
Autres charges	(5)	(1)	(27)	(14)
Flux de trésorerie liés aux opérations consolidés	794	654	2 225	1 994
Flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(429)	(316)	(1 169)	(968)
Flux de trésorerie liés aux opérations	365	338	1 056	1 026
Investissements de maintien	(80)	(77)	(205)	(204)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	285	261	851	822
Remboursement de capital	(30)	(28)	(91)	(81)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés moins le remboursement de capital	255 \$	233 \$	760 \$	741 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels », pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société.
2. Ces ajustements ont comme effet combiné d'exclure l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés au titre de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises, conformément à notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations.
3. En ajustant les flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la société peut exclure la tranche des flux de trésorerie liés aux opérations gagnés par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquent du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse qui figure à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

Tous les montants de rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de la société, et, en ce qui concerne les postes Apport aux flux de trésorerie liés aux opérations des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et Flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part revenant à la société des flux de trésorerie liés aux opérations connexes est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de la société. Les flux de trésorerie liés aux opérations liés à ces éléments sont calculés de la même façon que ceux des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et sont calculés en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence revenant à la société et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, l'écart entre le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux opérations tient surtout aux amortissements, à l'apport des flux de trésorerie liés aux opérations des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et aux flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des charges additionnelles liées aux acquisitions conclues récemment, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions conclues au cours des 12 derniers mois et de la croissance interne, tandis que l'apport aux flux de trésorerie liés aux opérations des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la cession de notre entreprise de ports en Europe en juin 2019 et de l'incidence du change, facteurs partiellement contrebalancés par l'apport des acquisitions.

L'écart entre le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés tient aux facteurs susmentionnés ainsi qu'aux investissements de maintien de 80 M\$ et de 205 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 (2019 – 77 M\$ et 204 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du BAIIA ajusté, une mesure non conforme aux normes IFRS. Le BAIIA ajusté est présenté en fonction de notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net	148 \$	205 \$	330 \$	624 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	411	317	1 186	932
Charges d'intérêts	278	229	807	682
Quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	(17)	(36)	(76)	(88)
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	180	190	540	570
Charge d'impôt	68	58	237	194
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	50	(34)	161	(90)
BAIIA ajusté consolidé	1 118	929	3 185	2 824
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(633)	(466)	(1 755)	(1 417)
BAIIA ajusté	485 \$	463 \$	1 430 \$	1 407 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels », pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société.
2. Ces ajustements ont comme effet combiné d'exclure l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés au titre de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises, conformément à notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations.
3. En ajustant le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la société peut exclure la tranche du BAIIA ajusté gagné par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquent du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse qui figure à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

Tous les montants de rapprochement présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de la société, et, en ce qui concerne les postes Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part revenant à la société du BAIIA ajusté connexe est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de la société. Le BAIIA ajusté lié à ces éléments est calculé de la même façon que celui des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et est calculé en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence revenant à la société et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient surtout aux amortissements, aux charges d'intérêts, à l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des charges additionnelles liées aux acquisitions conclues récemment, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les charges d'intérêts ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des emprunts additionnels liés aux entreprises acquises au cours de l'exercice. Le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions conclues au cours des 12 derniers mois et de la croissance interne, tandis que l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de l'incidence du change, facteur partiellement contrebalancé par l'apport des acquisitions.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient surtout aux amortissements, aux charges d'intérêts et au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des charges additionnelles liées aux acquisitions conclues récemment, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les charges d'intérêts ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des emprunts additionnels liés aux entreprises acquises au cours de l'exercice. Le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions conclues au cours des 12 derniers mois et de la croissance interne, tandis que l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a diminué par rapport à l'exercice précédent en raison de la cession de notre entreprise de ports en Europe en juin 2019 et de l'incidence du change, facteurs partiellement contrebalancés par l'apport des acquisitions.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable à notre société, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du bénéfice ajusté, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net attribuable à la société ¹	5 \$	82 \$	63 \$	210 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition	118	102	354	308
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	49	(58)	61	(62)
Profit à la vente de filiales ou découlant de changements de participation	(28)	—	(64)	(21)
Bénéfice ajusté	144 \$	126 \$	414 \$	435 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, à la participation ne donnant pas le contrôle – actions de catégorie A de BIPC, au commandité et aux commanditaires.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2020, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et le bénéfice ajusté tient à la dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition de 118 M\$ (2019 – 102 M\$), aux pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres de 49 M\$ (2019 – profits de 58 M\$) et au profit à la vente de filiales ou découlant de changements de participation de 28 M\$ (2019 – néant). L'augmentation du bénéfice ajusté par rapport à l'exercice précédent tient principalement à la croissance interne et à l'apport des acquisitions, facteurs contrebalancés par l'incidence du change.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et le bénéfice ajusté tient à la dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition de 354 M\$ (2019 – 308 M\$), aux pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres de 61 M\$ (2019 – profits de 62 M\$) et au profit à la vente de filiales ou découlant de changements de participation de 64 M\$ (2019 – 21 M\$). Le bénéfice ajusté a diminué par rapport à l'exercice précédent principalement en raison de la baisse de l'apport attribuable à la société, concentrée dans notre secteur du transport durant les interruptions temporaires de l'économie imposées par le gouvernement, et de l'incidence du change.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des flux de trésorerie liés aux opérations par part, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ²	(0,12) \$	0,06 \$	(0,22) \$	0,13 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	0,51	0,48	1,52	1,50
Impôt différé	—	0,02	0,08	0,07
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	0,15	(0,13)	(0,21)	(0,17)
Pertes sur évaluation et autres	0,25	0,30	1,10	0,76
Flux de trésorerie liés aux opérations par part ³	0,79 \$	0,73 \$	2,27 \$	2,29 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels », pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société.
2. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, il y avait en moyenne 295,3 millions et 294,5 millions de parts de société en commandite en circulation, respectivement (2019 – 290,9 millions et 282,9 millions). (La perte nette) le bénéfice net par part de société en commandite a été ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif de la distribution spéciale.
3. Le nombre moyen de parts en circulation, ajusté pour tenir compte de la distribution spéciale de BIPC comme si elle avait été effectuée avant les périodes présentées, était de 464,9 millions et de 464,9 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois (2019 – 460,7 millions et 448,9 millions), ce qui comprend les parts de société en commandite, les parts de société en commandite rachetables, les parts d'Exchange LP, les actions de catégorie A de BIPC et les parts de commandité. Le nombre moyen de parts en circulation, compte non tenu de l'incidence de la distribution spéciale, s'est chiffré à 418,5 millions et à 418,4 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois (2019 – 414,6 millions et 404,0 millions).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du bénéfice ajusté par part, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
(Perte nette) bénéfice net par part de société en commandite ¹	(0,12) \$	0,06 \$	(0,22) \$	0,13 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition	0,25	0,23	0,76	0,69
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	0,24	(0,02)	0,49	0,20
Profits à la vente de filiales ou découlant de changements de participation	(0,06)	—	(0,14)	(0,05)
Bénéfice ajusté par part ²	0,31 \$	0,27 \$	0,89 \$	0,97 \$

1. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, il y avait en moyenne 295,3 millions et 294,5 millions de parts de société en commandite en circulation, respectivement (2019 – 290,9 millions et 282,9 millions). (La perte nette) le bénéfice net par part de société en commandite a été ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif de la distribution spéciale.
2. Le nombre moyen de parts en circulation, ajusté pour tenir compte de la distribution spéciale de BIPC comme si elle avait été effectuée avant les périodes présentées, était de 464,9 millions et de 464,9 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois (2019 – 460,7 millions et 448,9 millions), ce qui comprend les parts de société en commandite, les parts de société en commandite rachetables, les parts d'Exchange LP, les actions de catégorie A de BIPC et les parts de commandité. Le nombre moyen de parts en circulation, compte non tenu de l'incidence de la distribution spéciale, s'est chiffré à 418,5 millions et à 418,4 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois (2019 – 414,6 millions et 404,0 millions).

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres de la société, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du capital investi, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2020	Au 31 décembre 2019
Capitaux propres de la société	20 642 \$	22 177 \$
Exclure l'incidence des éléments suivants depuis la constitution :		
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	(13 768)	(14 113)
Déficit	2 703	2 048
Cumul des autres éléments de perte globale (de bénéfice global)	161	(705)
Changements de participation et autres	(527)	(398)
Capital investi	9 211 \$	9 009 \$

Le capital investi a augmenté en raison des émissions de parts privilégiées de 195 M\$ et de parts de 7 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2020.

Le tableau suivant présente la variation du capital investi au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2020	2019	2020	2019
Solde d'ouverture	9 014 \$	8 204 \$	9 009 \$	8 156 \$
Émission de parts privilégiées et d'actions privilégiées, déduction faite des rachats	195	—	195	72
Émissions de parts de société en commandite et de parts de société en commandite rachetables, déduction faite des rachats	2	803	7	779
Solde de clôture	9 211 \$	9 007 \$	9 211 \$	9 007 \$
Moyenne pondérée du capital investi	9 034 \$	8 855 \$	9 018 \$	8 414 \$

Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le rendement du capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations diminués des investissements de maintien. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 se sont chiffrés à 285 M\$ et à 851 M\$, respectivement (2019 – 261 M\$ et 822 M\$). Le remboursement de capital estimatif pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020 s'est chiffré à 30 M\$ et à 91 M\$, respectivement (2019 – 28 M\$ et 81 M\$).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, notre société a atteint ses objectifs en matière de rendement des placements, ayant enregistré un rendement du capital investi de 11 % et de 11 %, respectivement (2019 – 11 % et 12 %).

Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels

Le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés présentés se fondent sur notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle ou une influence notable sur le placement, respectivement, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur des secteurs opérationnels sur notre performance globale. Par conséquent, les amortissements par secteur, l'impôt différé, les coûts de résiliation et de transaction ainsi que les profits et pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils 1) comprennent la quote-part nous revenant du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par nous répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Les tableaux ci-après présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte notre participation dans des transactions comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence et qui sont liées à des participations qui font en sorte que nous exerçons un contrôle ou une influence notable, respectivement, sur la participation. Ces tableaux présentent le rapprochement de chaque élément de nos résultats proportionnels et des états consolidés du résultat net de notre société au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant de nos participations dans des entreprises associées et de la présentation de la tranche de chaque élément qui est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur » du présent rapport de gestion pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de notre état du résultat net conformément aux normes IFRS.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2020 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total			
Produits	284 \$	319 \$	280 \$	122 \$	— \$	1 005 \$	(314) \$	1 518 \$	2 209 \$
Coûts attribués aux produits	(99)	(148)	(130)	(57)	—	(434)	134	(885)	(1 185)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(86)	(86)	—	—	(86)
BAlIA ajusté	185	171	150	65	(86)	485	(180)	633	
Autres (charges) produits	(13)	(6)	—	—	35	16	14	(35)	(5)
Charges d'intérêts	(33)	(30)	(35)	(15)	(23)	(136)	27	(169)	(278)
Flux de trésorerie liés aux opérations	139	135	115	50	(74)	365	(139)	429	
Amortissements	(45)	(86)	(63)	(45)	—	(239)	98	(270)	(411)
Impôt différé	(16)	(5)	(5)	8	15	(3)	3	2	2
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(7)	—	(34)	(12)	(65)	(118)	21	(18)	(115)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	17	—	17
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(143)	(143)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ²	71 \$	44 \$	13 \$	1 \$	(124) \$	5 \$	— \$	— \$	5 \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total			
Produits	285 \$	312 \$	260 \$	91 \$	— \$	948 \$	(329) \$	1 045 \$	1 664 \$
Coûts attribués aux produits	(95)	(138)	(132)	(45)	—	(410)	139	(579)	(850)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	(—)	(75)	(75)	—	—	(75)
BAlIA ajusté	190	174	128	46	(75)	463	(190)	466	
Autres (charges) produits	(12)	1	5	2	24	20	4	(25)	(1)
Charges d'intérêts	(33)	(47)	(33)	(12)	(20)	(145)	41	(125)	(229)
Flux de trésorerie liés aux opérations	145	128	100	36	(71)	338	(145)	316	
Amortissements	(43)	(79)	(62)	(35)	—	(219)	92	(190)	(317)
Impôt différé	(12)	3	(3)	2	—	(10)	6	1	(3)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(5)	(36)	(17)	(3)	34	(27)	11	(4)	(20)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	36	—	36
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(123)	(123)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ²	85 \$	16 \$	18 \$	— \$	(37) \$	82 \$	— \$	— \$	82 \$

	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS¹
POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2020 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total			
Produits	807 \$	927 \$	823 \$	335 \$	— \$	2 892 \$	(941) \$	4 400 \$	6 351 \$
Coûts attribués aux produits	(255)	(445)	(382)	(161)	—	(1 243)	401	(2 645)	(3 487)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(219)	(219)	—	—	(219)
BAIIA ajusté	552	482	441	174	(219)	1 430	(540)	1 755	
Autres (charges) produits	(35)	2	—	—	94	61	11	(99)	(27)
Charges d'intérêts	(102)	(121)	(105)	(39)	(68)	(435)	115	(487)	(807)
Flux de trésorerie liés aux opérations	415	363	336	135	(193)	1 056	(414)	1 169	
Amortissements	(132)	(252)	(190)	(134)	—	(708)	301	(779)	(1 186)
Impôt différé	(70)	8	(11)	27	8	(38)	1	(17)	(54)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(30)	(98)	(83)	(35)	(1)	(247)	36	(106)	(317)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	76	—	76
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(267)	(267)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société²	183 \$	21 \$	52 \$	(7) \$	(186) \$	63 \$	— \$	— \$	63 \$

	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2019 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total			
Produits	832 \$	1 087 \$	761 \$	220 \$	— \$	2 900 \$	(1 066) \$	3 108 \$	4 942 \$
Coûts attribués aux produits	(271)	(540)	(383)	(99)	—	(1 293)	496	(1 691)	(2 488)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(200)	(200)	—	—	(200)
BAIIA ajusté	561	547	378	121	(200)	1 407	(570)	1 417	
Autres (charges) produits	(31)	2	19	4	64	58	6	(78)	(14)
Charges d'intérêts	(105)	(147)	(94)	(31)	(62)	(439)	128	(371)	(682)
Flux de trésorerie liés aux opérations	425	402	303	94	(198)	1 026	(436)	968	
Amortissements	(132)	(264)	(186)	(90)	(1)	(673)	295	(554)	(932)
Impôt différé	(52)	14	(2)	5	4	(31)	16	1	(14)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	28	(113)	(56)	(18)	47	(112)	37	(1)	(76)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	88	—	88
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(414)	(414)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ²	269 \$	39 \$	59 \$	(9) \$	(148) \$	210 \$	— \$	— \$	210 \$

1. Le tableau ci-dessus présente les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte la participation de Brookfield Infrastructure dans des entreprises comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence en vertu des normes IFRS. Le tableau ci-dessus présente un rapprochement de chaque élément des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de la société au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant des participations dans des entreprises associées de notre société et de la présentation de la tranche de chaque élément attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.
2. Comprend le bénéfice net (la perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, aux commandités, aux commanditaires et aux actions de catégorie A de BIPC.

Les tableaux ci-après présentent les actifs de chaque secteur dans un format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte notre participation dans des transactions comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence et qui sont liées à des participations qui font en sorte que nous exerçons un contrôle ou une influence notable, respectivement, sur la participation. Ces tableaux présentent un rapprochement de nos actifs proportionnels et du total de l'actif présenté dans nos états consolidés de la situation financière au moyen de l'élimination du passif net inclus aux participations dans des entreprises associées, de la présentation de l'actif attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et de l'ajustement pour tenir compte de l'actif du fonds de roulement qui est porté en diminution du passif du fonds de roulement.

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Ajustement au titre du fonds de roulement et autres	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
AU 30 SEPTEMBRE 2020 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total				
Total de l'actif	5 330 \$	7 650 \$	5 559 \$	3 141 \$	(1 959) \$	19 721 \$	(4 149) \$	35 417 \$	7 151 \$	58 140 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Ajustement au titre du fonds de roulement et autres	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
AU 31 DÉCEMBRE 2019 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total				
Total de l'actif	5 825 \$	6 916 \$	5 589 \$	2 204 \$	(1 284) \$	19 250 \$	(2 884) \$	32 621 \$	7 321 \$	56 308 \$

Analyse des éléments de rapprochement par secteur

Les tableaux suivants présentent des données et une analyse, le cas échéant, relatives aux variations importantes qui ont été enregistrées entre les périodes pour chaque secteur opérationnel ainsi qu'un rapprochement des apports des participations dans des entreprises associées et des attributions à la participation ne donnant pas le contrôle qui ont été utilisées pour calculer le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations et le bénéfice net attribuable à notre société afin de favoriser la compréhension de la nature et des variations des éléments de rapprochement.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2020 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS							Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹												
Apport des participations dans des entreprises associées							(13) \$	(62) \$	(60) \$	(45) \$	— \$	(180) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle							193	223	159	58	—	633
BAIIA ajusté							180	161	99	13	—	453
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²												
Apport des participations dans des entreprises associées							5	14	12	10	—	41
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle							(54)	(72)	(45)	(33)	—	(204)
Flux de trésorerie liés aux opérations							131	103	66	(10)	—	290
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³												
Apport des participations dans des entreprises associées							8	48	48	35	—	139
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle							(139)	(151)	(114)	(25)	—	(429)
Bénéfice net attribuable à la société							— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS							Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹												
Apport des participations dans des entreprises associées							(6) \$	(91) \$	(57) \$	(36) \$	— \$	(190) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle							254	48	139	25	—	466
BAIIA ajusté							248	(43)	82	(11)	—	276
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²												
Apport des participations dans des entreprises associées							2	23	13	7	—	45
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle							(70)	(29)	(41)	(10)	—	(150)
Flux de trésorerie liés aux opérations							180	(49)	54	(14)	—	171
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³												
Apport des participations dans des entreprises associées							4	68	44	29	—	145
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle							(184)	(19)	(98)	(15)	—	(316)
Bénéfice net attribuable à la société							— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2020 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(40) \$	(188) \$	(185) \$	(127) \$	— \$	(540) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	596	574	472	113	—	1 755
BAIIA ajusté	556	386	287	(14)	—	1 215
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations²						
Apport des participations dans des entreprises associées	17	47	39	23	—	126
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(167)	(217)	(144)	(58)	—	(586)
Flux de trésorerie liés aux opérations	406	216	182	(49)	—	755
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société³						
Apport des participations dans des entreprises associées	23	141	146	104	—	414
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(429)	(357)	(328)	(55)	—	(1 169)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$
POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2019 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(24) \$	(283) \$	(176) \$	(87) \$	— \$	(570) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	764	169	417	67	—	1 417
BAIIA ajusté	740	(114)	241	(20)	—	847
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations²						
Apport des participations dans des entreprises associées	9	69	40	16	—	134
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(201)	(88)	(113)	(47)	—	(449)
Flux de trésorerie liés aux opérations	548	(133)	168	(51)	—	532
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société³						
Apport des participations dans des entreprises associées	15	214	136	71	—	436
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(563)	(81)	(304)	(20)	—	(968)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

1. Produits, coûts attribués aux produits et frais généraux et administratifs.

2. Autres produits, charges d'intérêts et impôt en trésorerie.

3. Amortissements, impôt différé, ajustements à la juste valeur, autres charges, quote-part des bénéfices des entreprises associées et bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, les apports des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ont diminué par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Cette réduction est principalement attribuable à la vente de notre entreprise de ports en Europe conclue en juin 2019 et à l'incidence du change, partiellement contrebalancés par les apports des acquisitions réalisées au cours des 12 derniers mois.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020, l'attribution à la participation ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport aux périodes correspondantes de 2019, en raison principalement des acquisitions réalisées au cours des 12 derniers mois.

Méthodes comptables et estimations critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges, qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources au cours de la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période actuelle et les périodes futures.

Les jugements critiques énoncés par la direction et utilisés dans le cours normal des activités de préparation des états financiers consolidés de Brookfield Infrastructure sont les suivants.

Réévaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont réévaluées périodiquement. Les estimations et hypothèses critiques qui sous-tendent l'évaluation des immobilisations corporelles sont présentées à la note 14, « Immobilisations corporelles », de nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2019. La juste valeur des immobilisations corporelles de notre société est évaluée sur une base récurrente, et les dates de prise d'effet de la réévaluation de toutes les catégories d'actifs ont été fixées au 31 décembre 2019. Brookfield Infrastructure détermine la juste valeur au moyen de la méthode par les résultats et de la méthode du coût, en tenant dûment compte de données importantes comme le taux d'actualisation, le multiple de valeur finale, l'horizon de placement global, la durée d'utilité et le coût de remplacement.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Notre société évalue la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en examinant la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill ou l'immobilisation incorporelle a été attribué. Brookfield Infrastructure utilise les hypothèses et estimations critiques suivantes : les circonstances ayant engendré le goodwill, le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie, les taux d'actualisation, les taux de capitalisation finaux, les dates d'évaluation finale, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles.

L'évaluation de la dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises nécessite une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Les autres estimations utilisées dans la préparation des états financiers de notre société portent sur les taux d'amortissement et la durée d'utilité, les montants recouvrables liés au goodwill et aux immobilisations incorporelles, la capacité d'utiliser les pertes fiscales et d'autres évaluations fiscales.

Normes publiées mais non encore adoptées

Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16 en ce qui concerne les informations à fournir

Le 27 août 2020, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16 intitulées Réforme des taux d'intérêt de référence (les « modifications de la phase II »), qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et dont l'adoption anticipée est permise. Les modifications de la phase II comportent de nouvelles lignes directrices portant sur les questions qui émergeront durant la transition des taux d'intérêt de référence. Les modifications de la phase II ont principalement trait aux modifications des actifs financiers, des passifs financiers et des obligations locatives à l'égard desquels la base de détermination des flux de trésorerie contractuels change en raison de la réforme des TIO, et permettent l'application prospective du taux d'intérêt de référence applicable et l'application de la comptabilité de couverture, prévoyant ainsi une exception qui fait en sorte que les modifications de la désignation formelle et de la documentation structurée désignant les relations de couverture nécessaires pour refléter les changements requis en vertu de la réforme des TIO n'entraînent pas la cessation de la comptabilité de couverture ou la désignation de nouvelles relations de couverture.

La société en est actuellement à évaluer et à mettre en œuvre son plan de transition pour parer à l'incidence des modifications sur les dispositions contractuelles des emprunts à taux variables, des swaps de taux d'intérêt et des taux d'intérêt plafond établis en fonction des TIO, et à mettre à jour les désignations de couverture. Nous prévoyons achever notre évaluation avant le 1^{er} janvier 2021. L'adoption ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la présentation de l'information financière de notre société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière [au sens donné à l'expression correspondante (« internal control over financial reporting ») dans les règles 13a-15(f) et 15d-15(f) de l'Exchange Act] qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière. La pandémie mondiale n'a pas eu d'incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Nous surveillons et évaluons continuellement l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur nos contrôles internes en vue de réduire au minimum ses répercussions sur la conception et l'efficacité opérationnelle de ces contrôles.

Nous avons exclu de notre évaluation les contrôles internes à l'égard de l'information financière d'une entreprise de tours de télécommunications en Inde, dont le contrôle a été acquis le 31 août 2020. Les états financiers de cette entité constituent environ 11 % du total de l'actif, 12 % des capitaux propres de la société, 1 % des produits et 4 % du bénéfice net des états financiers consolidés de notre société au 30 septembre 2020 et pour la période de neuf mois close à cette date.

Risques liés à la pandémie mondiale

Notre société suit de près l'évolution de la situation relative à la pandémie mondiale, notamment les répercussions actuelles et éventuelles sur les économies mondiales et locales dans les territoires où nous exerçons nos activités. Bien que de préserver le bien-être des gens soit notre principale préoccupation, nous restons concentrés sur les plans de continuité et les mesures de préparation dans chacune de nos entreprises. Plusieurs mesures conçues pour assurer la continuité de nos activités ont été mises en œuvre jusqu'à présent, et nous continuons d'évaluer et de soupeser d'autres mesures.

La société dispose d'un portefeuille diversifié d'entreprises en exploitation dans les secteurs des services publics, du transport, de l'énergie et des infrastructures de données. Certaines entreprises ont subi l'incidence de la pandémie mondiale. En particulier, la performance financière des entreprises dans le secteur du transport a subi une incidence défavorable découlant des interruptions de l'économie et des mesures prises par les gouvernements, notamment nos entreprises routes à péage et de ports, ainsi que les entreprises et les collectivités en général. Notre entreprise de raccordement au Royaume-Uni a également eu à composer avec des retards dans la comptabilisation de bénéfices liés à la construction d'un carnet de projets prévus par contrat. Certaines de nos entreprises ont subi une incidence moindre et d'autres n'en ont subi aucune, en raison des cadres contractuels et réglementés de leurs produits. L'incidence sur les résultats actuels de notre société a été partiellement écartée en raison des cadres contractuels et réglementés des produits de plusieurs de nos entreprises.

À long terme, en raison de la vitesse à laquelle la situation évolue et de l'incertitude quant à son ampleur, son issue et sa durée, nous ne sommes pas en mesure pour l'instant d'estimer les répercussions à moyen terme de la situation entourant les interruptions de l'économie sur nos activités. Veuillez vous reporter à la rubrique « Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives ».

La propagation rapide du virus de la COVID-19, qui a été qualifiée de pandémie par l'Organisation mondiale de la Santé le 11 mars 2020, et les mesures prises à l'échelle mondiale en réponse à la COVID-19 ont perturbé de manière importante les activités commerciales internationales. Qui plus est, nos activités dépendent, dans une certaine mesure, de la libre circulation des biens, des services et des capitaux propres partout dans le monde, laquelle a été considérablement restreinte en raison de la pandémie mondiale. Notre société a mis en œuvre un plan d'intervention pour assurer le maintien de ses activités malgré l'éclosion du virus. Toutefois, nous pourrions subir des répercussions directes ou indirectes de la pandémie, notamment des retards dans les projets d'aménagement ou de construction dans le cadre de nos activités. De plus, la diminution de la circulation des biens et des gens a entraîné une baisse des produits dans notre secteur des transports. Par ailleurs, il existe un certain risque que nos cocontractants ne puissent pas respecter leurs obligations envers nous.

Compte tenu de la nature continue et dynamique des circonstances entourant la pandémie mondiale, il est difficile de prévoir l'importance des répercussions des interruptions de l'économie, y compris les mesures qui seront prises à leur égard, sur l'économie mondiale et nos activités ou la durée probable des perturbations. L'ampleur de ces répercussions dépendra des développements futurs, qui sont très incertains, évoluent rapidement et sont difficiles à prédire, y compris les nouvelles informations qui pourraient faire surface concernant la gravité de la pandémie et les mesures additionnelles qui pourraient être prises pour contenir la propagation de la COVID-19. De tels développements pourraient avoir un effet défavorable sur nos actifs, nos passifs, nos activités, notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des déclarations prospectives prescrites par les lois sur les valeurs mobilières applicables. De telles déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou dans d'autres communications publiques. Les termes « avoir tendance à », « chercher à », « cibler », « prévoir », « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « viser », « avoir l'intention de », « objectif », « perspective », « s'appliquer à », « estimer », « probable », « continuer », « planifier », les variations de ces termes et d'autres expressions similaires, ou le pendant négatif de ces termes ou expressions, et les expressions similaires indiquant le futur ou le conditionnel comme « pourra », « serait » et « devrait », qui sont des prédictions ou des indications des futurs événements, tendances et perspectives et qui ne sont pas associés à des faits historiques, constituent des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion comprennent entre autres des déclarations à l'égard de la tendance à la hausse de nos actifs au fil du temps; de la croissance de nos actifs et de nos activités; de l'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations par part et de l'appréciation du capital qui en découle; des rendements du capital investi et des capitaux propres; de l'augmentation de la demande à l'égard des marchandises et de la circulation mondiale des marchandises; des dépenses d'investissement prévues; de l'incidence des projets d'investissement prévus par les clients de nos activités sur la performance et sur la croissance de ces activités; de l'étendue des charges générales et des frais généraux et administratifs; de notre capacité à conclure des acquisitions (y compris celles dont il est fait mention dans le présent rapport de gestion et d'autres transactions prévues); de notre capacité à tirer profit des occasions du marché; des perspectives futures des actifs que nous exploitons ou exploiterons; du partenariat avec des investisseurs institutionnels; de la capacité à cerner, à acquérir et à intégrer de nouvelles occasions d'acquisition; du rendement cible à long terme de nos actifs; de la viabilité de nos niveaux de distribution; de la croissance des distributions et des ratios de distribution; des résultats et des marges d'exploitation pour notre entreprise pour chacune de nos activités; des perspectives futures des marchés pour nos produits; de nos plans de croissance par le biais de la croissance interne et des dépenses d'investissement; de la capacité à atteindre les objectifs fixés; de la capacité à générer des efficacités opérationnelles; des attentes en matière de rendement du capital investi pour l'entreprise; des prix fixés par contrat et des tarifs réglementés pour nos activités; de nos investissements de maintien et dépenses d'investissement futurs prévus; de la capacité à affecter du capital dans des investissements rentables; de l'incidence sur l'entreprise de notre position quant au contexte économique futur; de notre capacité à maintenir suffisamment de liquidités; de notre capacité à prélever des fonds sur nos facilités de crédit bancaire; de notre capacité à obtenir du financement au moyen de l'émission de titres de capitaux propres ou de titres d'emprunt; des expansions des activités existantes; des sources probables d'occasions futures sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités; du plan de financement pour nos sociétés en exploitation; des activités de gestion des opérations de change et d'autres déclarations concernant nos croyances, nos perspectives, nos plans, nos attentes et nos intentions. Bien que nous soyons d'avis que les résultats, la performance ou les réalisations futurs attendus de la société qui sont énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives, puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, qui pourraient faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la société diffèrent significativement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives contenues dans le présent document, citons la conjoncture dans les territoires où nous exerçons des activités et ailleurs, qui pourrait avoir une incidence sur les marchés pour nos produits et services; la capacité de faire croître les entreprises de Brookfield Infrastructure; notre capacité d'atteindre les jalons nécessaires pour offrir les rendements visés pour nos porteurs de parts, laquelle est incertaine et dépend en partie de l'accès à du capital et du maintien de prix des marchandises avantageux; l'incidence des conditions du marché sur nos entreprises, y compris en raison de la récente éclosion du nouveau coronavirus (la « COVID-19 »); le fait que le succès de Brookfield Infrastructure dépend de la demande sur le marché pour une société d'infrastructures, laquelle est inconnue; la disponibilité du financement par emprunt ou par capitaux propres pour Brookfield Infrastructure; la capacité de conclure des acquisitions dans le secteur concurrentiel des infrastructures (y compris les éventuelles acquisitions mentionnées dans la présente lettre aux porteurs de parts, dont certaines sont assujetties à des conditions, et l'incapacité de conclure une entente définitive avec des contreparties pour les transactions dont il est question aux présentes telle qu'elles sont envisagées actuellement, car rien ne garantit que ces transactions seront acceptées ou menées à terme) et d'intégrer efficacement les acquisitions dans les activités existantes; les changements technologiques qui pourraient perturber les entreprises et les secteurs dans lesquels nous investissons; les conditions du marché pour les principales marchandises, dont le prix, l'offre et la demande peuvent avoir une incidence importante sur la performance financière et d'exploitation de notre entreprise; les décisions réglementaires qui ont une incidence sur nos entreprises réglementées; notre capacité de conclure des contrats à des conditions favorables; les événements météorologiques qui ont une incidence sur notre entreprise; les débits de circulation sur nos routes à péage; les pandémies ou épidémies; et les autres risques et facteurs présentés dans les documents déposés par nous auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et des États-Unis, notamment à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F et d'autres risques et facteurs décrits dans ces documents. En outre, nos résultats futurs pourraient être influencés par les risques associés à une pandémie causée par une nouvelle souche de coronavirus, la COVID-19, ainsi que par la réduction mondiale du commerce et des voyages et la volatilité importante des marchés boursiers à l'échelle mondiale qui en découleraient, ce qui pourrait entraîner une diminution des flux de trésorerie et des pertes de valeur et/ou des réévaluations de nos placements et de nos actifs d'infrastructures, et nous pourrions ne pas être en mesure d'atteindre les rendements escomptés.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de Brookfield Infrastructure, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la société ne s'engage nullement à publier une mise à jour de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.